

inter -action

117

LE MAGAZINE DU SOCIAL DANS L'AIN
DÉCEMBRE 2023

DOSSIER
Inflation : l'asphyxie
des structures sociales



REPORTAGE

Bienvenue dans les Marpa de l'Ain

PAGE
30



PAGE
8

INTERVIEW

**Christophe
Chapuis**
Proviseur
du lycée Carriat
(Bourg-en-Bresse)



PAGE
11

PORTRAIT

**Geoffrey
Hodicq**
Président
de la fondation
Résilience



PAGE
12

TABLE RONDE

**Auto-
détermination**
Des paroles
aux actes



AIN'FORMATIONS ORIENTATION

Pour construire son avenir !

Du 18 au 20 janvier 2024

Ainterexpo - Bourg-en-Bresse



17 filières professionnelles
1 filière transversale
600 professionnels

350 jeunes en formation
8000 m² d'exposition et de démonstration

AIN⁰¹
le Département



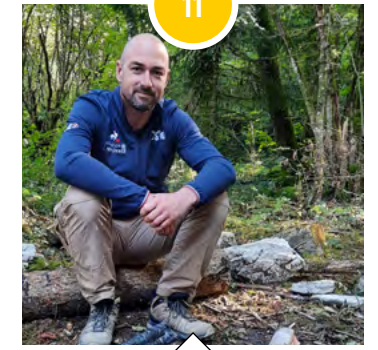
SOMMAIRE
DÉCEMBRE 2023 #117



6 | 7
**C'est vous
QUI LE DITES**



8 | 10
**Interview Christophe Chapuis
PROVISEUR DU LYCÉE CARRIAT**



11
**Portrait pour traits
GEOFFREY HODICQ**



12 | 14
**Table ronde
L'AUTODÉTERMINATION**



30 | 31
**Reportage
BIENVENUE CHEZ LES MARPA 01**



41 | 46
**Dossier
INFLATION : L'ASPHYXIE DU SOCIAL**

19 | 39



LE CAHIER PARTENAIRES



LE MAGAZINE TRIMESTRIEL DE L'ACTION SOCIALE DANS L'AIN
Partenaires : ADAPA, Adapei, ADMR, Ain Domicile Services, Alfa3a, Grand Bourg Habitat, Conseil départemental de l'Ain, Dynacité, MSA Ain-Rhône, Orsac, Semcoda, Udafe de l'Ain |
Directeur de la publication et de la rédaction : Jacques Dupoyet | **Directrice opérationnelle :** Eveline Lines Prévitali
Réalisation : Abscisse Communication, 27 rue des Bons Enfants 01000 Bourg-en-Bresse, Tél. 04 74 24 44 44 | **Création :** Genaro Studio |
Rédaction : Myriam Denis, Annick Joasson, Gaëlle Lanier, Christophe Milazzo, Mathilde Palfroy | **Photographies :** Jean-François Basset, Guillaume Catala (Wave Event)
Illustrations : flaticon.com ; freepik.com | **Impression :** Estimprim. Tirage : 10 000 ex. N°ISSN : 1260-528X.

www.interaction01.info

Contact : redaction@interaction01.info



Logement

Deuxièmes Assises départementales

R elancer la construction de logements sociaux : tel est l'objectif du Département de l'Ain et de l'État, comme l'ont rappelé le président du Département, Jean Deguerry, et la préfète, Chantal Mauchet, lors des 2^{es} Assises départementales du logement, le 19 octobre.

Plus d'une centaine d'acteurs concernés ont assisté à ces rencontres, riches de nombreux échanges : élus locaux, bailleurs sociaux, AURA Hlm, Action Logement, Banque des territoires, chambres consulaires...

Clotilde Fournier, vice-présidente du Département, déléguée à l'insertion, l'emploi, le logement et l'habitat, a souligné le chemin parcouru depuis les 1^{res} Assises. Plus de mille logements locatifs sociaux ont été programmés en 2022. Un enjeu majeur pour l'Ain qui accueille près de six mille nouveaux habitants par an. ■



De nouveaux logements ont été mis en service en 2022 par Dynacité, exemple à Ferney-Voltaire.

Épilepsie sévère

EPI a fêté ses 20 ans

A ssociation régionale basée en Isère et réunissant des proches de personnes handicapées par l'épilepsie sévère, EPI (Épilepsie progression intégration) a fêté en octobre ses vingt ans, à la Boisse, avec plus de 300 personnes.

Œuvrant pour la création de lieux adaptés, l'association a notamment participé à la création par l'Orsac en 2018 du foyer d'accueil médicalisé spécialisé Les Passerelles de la Dombes, à Tramoyes,

qui accueille 40 résidents adultes.

« 400 dossiers avaient été déposés » précise EPI, qui déplore que les besoins estimés de places en Auvergne-Rhône-Alpes soient « bien en-deça des besoins réels ».

L'épilepsie touche 1 % de la population française, soit 700 000 personnes, dont 20 à 30 % sont pharmaco-résistantes, avec des crises imprévisibles source de handicaps et de troubles associés nécessitant un soutien médico-social constant. ■

<https://associationepi.com/>



Les membres du conseil d'administration, réunis pour les vingt ans d'EPI.

Ils partent, ils arrivent

Préfecture de l'Ain

Marianne Tessa, qui a achevé sa formation à l'INSP (Institut national du service public) par un stage à la préfecture du Tarn-et-Garonne, a été nommée directrice de cabinet de la préfète de l'Ain fin octobre. Elle succède à Sébastien Maggi, nommé sous-préfet chargé de mission auprès de la préfète du Vaucluse.



Marianne Tessa

Restos du cœur 01

Bertrand Guillet est le nouveau président des Restos du cœur de l'Ain depuis septembre. Il était jusque-là secrétaire départemental et reste responsable du centre de distribution de Montluel. Il succède à Anne-Catherine Jenn.



Bertrand Guillet

Tremplin 01

Présidente de l'association Tremplin durant sept ans - le maximum statutoire -, Agnès Bureau est aujourd'hui vice-présidente en charge du pôle Insertion par l'activité économique et présidente du groupe Cauriss*.

Jean-François Grenier, ex-directeur du Prado 01, a été élu à la présidence.



Jean-François Grenier

* Collectif d'associations unies pour la réinsertion et les initiatives sociales et solidaires

En bref

Lutte contre les violences intrafamiliales

L'association Aintermédiation*, en partenariat avec le SPIP (service pénitentiaire d'insertion et de probation), les services sociaux et l'association Capso, a mis en place un groupe de parole pour les hommes auteurs de violences conjugales. Limité à huit personnes, co-animé par une médiatrice et un psychologue, il se réunit à un rythme mensuel (six séances au total). Objectif : partager le vécu, réfléchir ensemble aux alternatives à la violence, avoir des outils pour une communication apaisée.

<http://ain-mediation.e-monsite.com/>

* association des médiateurs relationnels de l'Ain

ÉDITO

PAR JACQUES DUPOYET, DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Le bien

ne fait pas de bruit

« *Semper idem* »* aimait à rappeler un de mes maîtres à penser, pétri de notions d'humanisme et porté par le souci du bien commun. Se refusant à désespérer de la nature humaine, il lui arrivait toutefois, plein de lucidité, de tirer régulièrement les leçons de l'actualité pour constater que rien n'avait effectivement changé depuis le début de l'humanité et qu'intrinsèquement parlant, l'homme restait un loup pour l'homme, malgré les progrès technologiques, l'évolution des connaissances, du progrès social, ou des moyens de communication...

Ce ne sont malheureusement pas les faits que nous connaissons aujourd'hui qui le contrediraient, avec des guerres aux quatre coins du monde, alimentées par des ambitions hégémoniques, menées sous couvert d'humanité au profit de puissances financières manipulatrices, avides de profits jamais satisfaits, alliances de copains et coquins en tout genre, de quelque bord qu'ils soient, n'hésitant en aucune manière à sacrifier des populations innocentes, voire mises en dépendance, pour assouvir leur pouvoir.

Plus proche de nous, nous ne faisons guère mieux avec des homicides à répétition, ou à titre d'exemple, avec des élus nationaux s'étripant sans vergogne au nom d'idéologies qui paraissent il y a peu complètement surannées, se livrant à un public seulement capable dans bien des cas de ne ressortir que des slogans prémâchés à leur intention par des manipulateurs de tous bords et largement relayés par les réseaux sociaux.

Drôle de monde que le nôtre, mais en définitive ni pire ni meilleur que celui qui nous a précédé, dans la mesure où le mal règne en maître depuis la nuit des temps, où l'on peut en même temps dire tout et son contraire, monter des populations, voire des quartiers contre d'autres, sans aucun souci des amalgames et de leurs conséquences possibles en matière d'antagonismes et de paix sociale...

Dans ce contexte latent d'incivilités répétées, de colères rentrées, de sentiments d'insécurité et d'injustice, il serait possible d'en arriver à s'interroger sur le fait que notre fière devise de Liberté, Égalité, Fraternité, ait toujours droit de cité dans notre beau pays... **et pourtant, au milieu de tout ce beau charivari, il existe au pays réel des hommes et des femmes, riches de la culture qui est la nôtre, qui inlassablement œuvrent avec efficacité et discrétion au quotidien pour plus de justice et d'entraide.**

Loin des idéologues, des grands diseurs, petits faiseurs de nos beaux plateaux télévisés, ils agissent en véritables acteurs de paix sociale. Le bien ne faisant pas de bruit, ce sont eux, nombreux et bien souvent anonymes, ne recherchant d'autres satisfactions que celles du devoir accompli au service du bien commun, parmi lesquels se trouve l'immense majorité des acteurs sociaux, qui assurent la relative paix civile que nous connaissons encore, notamment en Pays de l'Ain.

Nous pouvons les en remercier, leur rendre hommage, et les assurer de notre action à leurs côtés. ■



* Du latin « toujours le même »

C'EST VOUS
QUI LE DITES !

Lundi 9 octobre à Bourg-en-Bresse, la MSA Ain-Rhône a convié les députés et sénateurs de l'Ain à échanger avec les administrateurs et élus du département. La MSA Ain-Rhône a souhaité mettre en avant les services et projets qu'elle peut proposer aux administrés rencontrés par les parlementaires. De nombreux échanges ont eu lieu sur les thématiques portées par le régime agricole. Députés et sénateurs étaient unanimes pour inciter les représentants de la MSA à les solliciter lorsque des difficultés se font sentir sur le terrain lors de l'application des textes votés. Ils ont également évoqué l'utilité de cette matinée d'échanges dans leur travail, notamment lorsqu'ils rencontrent des adhérents dans leurs permanences parlementaires.

OLIVIER DE SEYSSSEL
PRÉSIDENT
MSA AIN-RHÔNE



Mon travail ?
Aider le patient à
rester chez lui au
maximum et à garder
son autonomie,
qu'une fois la porte
fermée, il soit content
de moi et en sécurité.

FABIENNE
AIDE-SOIGNANTE

« J'ai été agréablement surprise du travail inter-professionnel réalisé pour les femmes victimes de violences, pour diversifier les propositions de réponses aux besoins. »

CÉCILE GROSJEAN
DÉLÉGUÉE DÉPARTEMENTALE AUX DROITS DES FEMMES ET À L'ÉGALITÉ
(Lors des portes ouvertes de l'association Psychotraumatisme et résilience)



Octobre rose à l'ADMR

Le réseau ADMR de l'Ain s'est mobilisé pour Octobre rose. Décoration des locaux, tenues et accessoires rose, participation à des événements caritatifs, collecte de dons et sensibilisation des salariés : les équipes soutiennent la lutte contre le cancer du sein et rappellent l'importance du dépistage.



« Les difficultés de recrutement dans le social et le médico-social touchent aussi aujourd'hui les secteurs de l'enfance. »

ÉRIC PROST
PRÉSIDENT DE LA CAF DE L'AIN



Restos du cœur 01 Nouveaux locaux



Une centaine de bénévoles interviennent au centre de distribution de Bourg-en-Bresse.

À Bourg-en-Bresse, l'association des Restos du cœur a quitté son site de la rue des Blanchisseries dans le quartier de la Reyssouze. Le centre de distribution s'est installé dans des locaux entièrement rénovés au 44 avenue Amédée-Mercier, à l'emplacement d'une ancienne jardinerie. Les travaux ont été pris en charge par la Ville

à hauteur de 1,875 million d'euros. Les bénéficiaires sont accueillis à cette nouvelle adresse depuis le 20 novembre, date de démarrage de la campagne d'hiver des Restos du cœur. Le siège départemental a également déménagé à Péronnas, 346 avenue de Lyon, dans des locaux beaucoup plus spacieux.

Sur les réseaux



Grand Bourg Agglomération • 24 nov.

Nous recrutons... un médecin !
Afin de favoriser l'accès aux soins des administrés de son territoire, Grand Bourg Agglomération développe un centre de santé intercommunal (CDSI) implanté à Bourg-en-Bresse.

Mission locale Bugey Plaine de l'Ain • 24 nov.

Action « Je prends soin de moi »
à la Mission locale d'Ambérieu le 27 et 28 novembre.

Centre hospitalier Bugey Sud • 23 nov.

Dans le cadre de la #SemaineSécuritéPatients, deux ateliers à destination du personnel

se sont déroulés ce jeudi 23 novembre au Centre hospitalier Bugey Sud de la Ville de Belley.

Adapei • 19 nov.

Le projet ONE TEAM fait son grand retour alliant la JL Bourg et l'Adapei pour la deuxième année consécutive !
Le club de basket burgien accompagne 12 jeunes issus de 2 IME : Georges Loiseau et le Prélion pour plusieurs séances de basket axées sur l'amour du sport mais également sur la transmission de valeurs.

Secours populaire Ambérieu-en-Bugey • 14 novembre

Un très agréable moment de partage et de solidarité à la fédération de l'Ain où une délégation du Vietnam a été reçue ce mardi 14 novembre.

VITE DIT !

Ain'Formations Orientation

Le salon Ain'Formations Orientation (AFOR) se déroulera les 18, 19 et 20 janvier, à Ainterexpo à Bourg-en-Bresse. Durant ces trois jours, des professionnels, des centres de formation du CAP au bac+5, des étudiants des secteurs de la santé et du social seront présents de 8 h 30 à 16 h 30 pour renseigner et échanger avec les jeunes et leur famille.

<https://www.ain.fr/solutions/ainformations-orientation-afor-des-cles-pour-reussir-du-cap-a-bac5/>



Au salon AFOR 2023

Ma Mutuelle Région

À partir de juin 2024, les habitants de la région pourront, sans questionnaire médical ni conditions de revenu ou d'âge, souscrire à Ma Mutuelle Région Auvergne-Rhône-Alpes. Ce nouveau dispositif proposera une couverture santé complémentaire avec trois niveaux de garanties, à des tarifs réduits. L'appel à manifestation d'intérêt (AMI) pour devenir partenaire de la Région dans ce projet a été lancé fin octobre.

Christophe Chapuis

PROVISEUR DU LYCÉE CARRIAT
DE BOURG-EN-BRESSE

Proviseur du lycée Carriat de Bourg-en-Bresse depuis septembre 2018, ce Bressan, ancien professeur d'histoire-géographie, pilote un établissement de plus de 2 000 élèves, partie prenante d'un écosystème dédié à la formation.

Il revient sur les enjeux de sa mission, notamment au regard de l'actualité.

Propos recueillis
par Myriam Denis

« Éduquer, c'est accompagner des parcours »

Vous avez consacré votre carrière au monde de l'enseignement, parlez-nous de votre engagement en faveur de l'école et du lycée Carriat.

Pour moi, l'école de la République et l'Éducation nationale, ça fait partie de mon ADN. Je pense avoir une véritable passion pour l'Éducation nationale ! J'ai aussi la fibre sociale... Dans nos métiers, on veut emmener les élèves vers la réussite. Même lorsque l'on dirige un gros établissement, on s'attache à réfléchir aux parcours individuels des jeunes. À Carriat, nous accueillons entre 2 000 et 2 200 élèves par an, et 300 personnes s'occupent d'eux. Et nous ne sommes pas dans l'instruction publique, mais bien dans l'Éducation nationale : c'est ce qui est déterminant. Pour cela, nous travaillons avec les familles, les partenaires, des clubs sportifs, des centres sociaux... Éduquer, c'est accompagner des parcours. Nous nous attachons à faire vivre ensemble, faire cohabiter les jeunes, leur permettre de grandir, de s'élever avec les autres, avec les valeurs de bienveillance, d'équité et de respect. Derrière ces mots, il se traduit des actions concrètes : nos projets pour le lycée s'inscrivent dans des bilans et des perspectives.

Que mettez-vous en place par exemple pour accompagner les parcours ?

Nous avons instauré des entretiens individuels pour chaque élève, en début d'année, avec les professeurs principaux. Oui, cette méthode prend du temps, mais cela fonctionne ! Il y a quelques années, nous capitalisions des taux de réussite peu satisfaisants dans certaines de nos filières. Nous avons mis tout

le monde autour de la table pour trouver des solutions. Comment allons-nous construire ce fameux parcours de réussite ? Cela passe par des mesures de sanctions pour certains, des mesures d'écoute et d'accompagnement pour d'autres et par des mesures d'organisation très concrètes. D'un taux de réussite de 50 % sur les bac STMG*, nous sommes à 88 % aujourd'hui. Les mots ont du sens quand ils sont reliés à des actes, des actions. Je me fais fort qu'à chaque fois que l'on se réunit avec les équipes enseignantes, par exemple, on en sort enrichi d'une action, d'un projet, de quelque chose de concret.

“ Faire progresser la mixité

Le lycée Carriat aujourd'hui est protéiforme...

Oui, il existe au sein du lycée plusieurs structures : le lycée général, avec l'ensemble des spécialités, sauf certaines spécialités rares que l'on mutualise avec les lycées Lalande et Quinet. Nous préparons également aux bacs technologiques ; le lycée général et technologique accueille 1 400 élèves. Ensuite, on retrouve notre section professionnelle, qui prépare du CAP jusqu'au bac pro, avec des formations axées sur le monde industriel, avec 400 élèves environ. Enfin, nous proposons neuf BTS (soit 350 étudiants.e.s). Nous ouvrons d'ailleurs

cette année une nouvelle formation, en lien avec l'Université Lyon 3, autour des métiers du technico-commercial. Nous avons également pour projet d'ouvrir un partenariat cette fois avec Lyon 1, des formations dédiées aux métiers de l'informatique. Je suis enfin président du Greta, où nous portons la formation pour adultes. Au final, ce qui était le lycée technologique et professionnel de Bourg devient un centre de formation tout au long de la vie.

Un centre de formation qui a récemment changé de visage.

La Région a investi 60 millions d'euros pour reconfigurer entièrement le lycée. Dix ans ont été nécessaires pour ces travaux que nous avons inaugurés récemment. L'occasion pour nous de montrer notre esprit solidaire carriati ! L'un de nos prochains enjeux sera de faire encore plus progresser la mixité dans notre établissement.

En termes de partenariats aussi, le lycée a beaucoup progressé. Notamment avec le monde économique.

Tout à fait, nous avons voulu étouffer le champ des partenariats en construisant davantage de liens avec les entreprises locales. Cela passe par un rapprochement avec Mecabourg, Alimentec, mais aussi l'Agglo, la Région... Nous avons fait venir des chefs d'entreprise dans l'établissement, nous sommes intervenus lors d'assemblées générales comme celle de Mecabourg. Nous avons pris, en somme, notre place dans le paysage économique. Ainsi, nous œuvrons sur une idée nouvelle, la création d'un futur campus des métiers. Il prendra



place ici, au lycée Carriat. Nous intégrons actuellement une chargée de mission qui va monter tout le dossier. Nous sommes soutenus dans ce projet par le rectorat, qui nous encourage dans la création de ce campus. Nous serons en lien encore plus étroit avec les entreprises du territoire pour connaître leurs besoins. Cet espace de formation sera inscrit dans cette logique. Nous sommes là pour former, oui, mais **former des personnes qui pourront s'insérer dans l'écosystème local.**

Les assassinats de Samuel Paty et de Dominique Bernard ont secoué le pays. Comment la communauté éducative se positionne face à ces événements ?

Les valeurs de la République ont été totalement bafouées avec ce qui s'est passé. De notre côté, nous avons lancé différentes campagnes de sensibilisation, la création d'un arbre de la laïcité, des affiches. Après la mort de Samuel Paty, nous avons organisé une belle cérémonie, en présence du maire de Bourg, de la préfète, de la Directrice académique, Marilyne Remer, et de tous nos étudiants. Nous avons rendu cet hommage dans la cour, dans un silence complet. Cette année, ce vendredi 13 octobre, au moment où nous nous préparions à commémorer Samuel Paty, l'horreur recommençait.

Jusqu'à ce que le lycée lui-même soit visé par des menaces ?

Oui, le lundi suivant, de bonne heure, nous avons reçu un mail, un mail menaçant, comme d'autres établissements avaient également pu en recevoir. En substance, il était indiqué qu'une bombe avait

été placée dans l'établissement. En quelques minutes, les forces de l'ordre étaient déployées sur place pour sécuriser les lieux. Nous avons fait évacuer le lycée, en accord avec le rectorat, les forces de police et de la préfecture pour des raisons évidentes de sécurité. Les choses sont allées très vite, grâce à une excellente coordination de tous les acteurs mobilisés. Il y avait environ 800 élèves qui étaient déjà arrivés au lycée, nous leur avons demandé de rentrer, celles et ceux qui ne pouvaient pas ont été accueillis par le lycée Quinet avec qui nous nous sommes mis en lien immédiatement. Nous avons ensuite pris le temps nécessaire avec les forces de l'ordre, pour lever tout doute ; nous avons fouillé chaque recoin de l'établissement avec les forces de police et les chiens spécialisés. C'était finalement une fausse alerte. Mais quand on se retrouve dans cette situation, on se questionne : et si ça arrivait vraiment ? La priorité était de protéger nos élèves et le personnel. Vous savez, nous sommes entraînés à gérer différentes situations de crise : incendie, attentat. Celle-ci, nous ne l'avions jamais vécue. Désormais, nous sommes mieux armés pour réagir.

Comment avez-vous réagi pour gérer l'après ?

Nous avons pris conscience qu'il était indispensable de se procurer une mallette d'urgence, avec un mégaphone, etc. Pendant les vacances de la Toussaint, nous avons procédé à de nombreux aménagements. Nous avons fermé certains espaces qui étaient ouverts auparavant, tous les élèves ont désormais l'obligation de passer par le portail principal. Chaque visiteur est

identifié et le plan Vigipirate a été renforcé. En somme, on a encore plus sécurisé l'établissement. Cette expérience nous aura beaucoup appris.

En tant que membre de la communauté éducative, quelle est votre vision par rapport à ces événements ?

C'est triste ! Lorsque j'étais étudiant ou enseignant, la question de la culture du savoir, c'était la question de l'ouverture sur la ville. Tout était ouvert sur l'extérieur, notamment dans les universités. **Il y a quelques années de cela, j'aurais trouvé complètement surréaliste d'imaginer un jour faire le tour d'un lycée avec un commandant de la force Sentinelle pour organiser une protection de l'établissement.**

Quand on pense éducation, on pense aux liens qui nous unissent les uns aux autres. Ce qui est compliqué, pesant même, c'est qu'effectivement nous sommes aujourd'hui dans cette obligation de se refermer un peu sur soi. Nous allons travailler avec tous les membres de la communauté éducative, pour réfléchir encore afin de faire coexister un espace d'éducation ouvert sur la culture, la connaissance, la confiance en une société pleine d'espoir et de projets, tout en ayant en tête des enjeux de sécurité et de protection de chacun. Ensemble, nous allons avancer et réussir cette gageure. Nous avons eu de la chance, pendant toutes ces années, d'être éloignés de ces difficultés. Je me dis cependant que **si nous ne pouvons plus avoir la même ouverture physique des établissements, nous aurons toujours l'ouverture d'esprit !**

Un mot pour conclure cet entretien ?

Oui, je pense à ces mots écrits par Albert Camus, après qu'il eut reçu le prix Goncourt, à son ancien instituteur, M. Germain. Il le remercie du regard porté sur lui, il le remercie pour sa bienveillance et son exemple. De très nombreux enseignants portent ce regard-là, ce qui aide nos élèves à s'élever. Il faut qu'on se relève les manches, on a des choses à faire et on va les faire ensemble ! ■

* Sciences et technologies du management et de la gestion

PORTRAIT POUR TRAITS

GEOFFREY HODICQ

La voie de l'espoir

PAR GAËLLE LANIER

Ancien soldat, blessé en Afghanistan, Geoffrey Hodicq a choisi de faire de ses blessures une force. Avec sa fondation Résilience, créée à Brénod, il offre une voie de reconstruction aux soldats blessés, en les formant pour intervenir, notamment, auprès de jeunes délinquants. Une histoire de cabossés.

« **C**e qui ne me tue pas me rend plus fort. » La citation de Nietzsche ouvre le livre-témoignage de Geoffrey Hodicq. **La résilience est aujourd'hui le moteur de la vie de cet ancien soldat. Il a même fait de ce mot le nom de sa fondation, créée en 2023.** Geoffrey aurait pu mourir le 19 février 2011. Ce jour-là, en Afghanistan, son convoi est la cible d'une embuscade des talibans. Deux roquettes tombent. À côté de lui, un de ses camarades perd la vie.

« J'AI SERVI MON PAYS PENDANT DIX-HUIT ANS, POUR DES CAUSES QUI PARFOIS ME DÉPASSAIENT. AUJOURD'HUI, JE SERS ENCORE PLUS MON PAYS. »



Un autre est grièvement blessé. Des mois plus tard, poussé par l'instinct de vie – il vient d'être papa – et la volonté de continuer à servir son pays, il repart au Mali. Mais les troubles de stress post-traumatique sont là. Il devient alors instructeur. Il le restera cinq ans.

Une maison des blessés à Brénod

Il crée alors l'association Seals qui propose aux soldats blessés de se reconstruire via des défis sportifs à l'étranger. « *Je pensais avoir construit quelque chose dans la finalité, mais je me trompais. Les gars, une fois rentrés, retombaient dans le quotidien. Les séquelles étaient toujours là. Je devais aller plus loin, permettre aux blessés de rentrer dans l'action, au service des autres.* » Voilà comment la fondation Résilience est née. Arrivés dans l'Ain en 2022, Geoffrey, sa femme Elodie et son fils Marcus s'installent à Brénod dans un ancien gîte. Ils en feront une « *maison des blessés* ». Huit chambres sont là pour les accueillir.

Actions auprès des mineurs délinquants

Geoffrey décide aujourd'hui d'orienter ses actions auprès des jeunes délinquants placés en centres éducatifs fermés. « *Les plus durs* » comme il dit. Avec sa fondation, il finance des formations aux blessés de

Bio



— 35 ans

— Ancien soldat du 7^e bataillon de chasseurs alpins

— Blessé lors d'une opération en Afghanistan le 19 février 2011

— Créateur de la fondation Résilience en janvier 2023 à Brénod / td-resilience.org

— A écrit avec Thomas Duhem « Résilience, une vie à servir »

“ Nos séquelles deviennent nos forces. ”

guerre pour qu'ils deviennent animateurs de loisir sportif (ALS). En moins d'un an, la fondation a déjà encadré 800 jeunes dans des stages de rupture, un peu partout en France. Dans les institutions, mais aussi sur des terrains loués, comme celui de Brénod, en pleine nature. « *Nos séquelles deviennent nos forces. C'est ça la résilience. Mais il manque des guides pour la jeunesse.* » Geoffrey a son idée. Il travaille à la mise en place de « tuteurs de résilience » au niveau national. Il a bon espoir. ■



Autodétermination : des paroles aux actes

Depuis vingt ans, les initiatives en faveur du pouvoir d'agir, de la capacité des personnes en situation de handicap à choisir leur parcours sans influence extérieure, sont nombreuses. Au point qu'un nouveau concept, encore récent en France, s'impose : l'autodétermination, un terme à la mode qui gagne à être connu et compris de tous. Pour devenir une réalité, il implique de poursuivre la transformation des structures et du positionnement des professionnels.

Quelles avancées ?

Si tout le monde s'accorde sur les bienfaits de l'autodétermination, son application en est encore aux prémices.

En consacrant le droit à la compensation du handicap et en rendant les personnes accompagnées responsables d'elles-mêmes, la loi de 2005 a été un bouleversement. Cette avancée s'inscrit dans le combat associatif pour la reconnaissance des personnes handicapées comme citoyennes qui impacte la parentalité et la relation entre les professionnels et les bénéficiaires. L'autodétermination ne vient pas de nulle part. « C'est une notion qui trouve son origine dans les questions de pouvoir d'agir, dans la manière de rendre le bénéficiaire acteur de son projet, son parcours », poursuit Aude Peigné, insistant sur le projet de vie. Bien qu'à la mode, l'autodétermination nécessitera du temps et de la pédagogie pour devenir la norme. Au DAC*, dispositif plutôt sanitaire, on en est aux prémices, confie Loïc Massardier. « Il serait naïf de croire que parler d'autodétermination va faire de nous tous des autodéterminés », tempère Marie-France Costagliola. « On a un travail énorme sur l'accompagnement des personnes. Plus on s'interrogera, plus on aura de possibilités de rencontres pour en discuter et plus on aura de chances que les personnes se posent les bonnes questions sur ce qu'est l'autodétermination pour eux, pour les autres. » Le bilan est le même du côté des bénéficiaires. « Avant, je ne connaissais pas ce mot. On m'en a parlé un petit peu, je commence à comprendre », témoigne Catherine Courtois. « On en parle, mais c'est un concept un peu complexe », regrette Marie-France Costagliola. Les personnes accompagnées et les familles peuvent être dans le flou, ce qui impose de réfléchir au sens des mots et à ce qu'ils recourent. « Jusqu'où aller quand on va accompagner, comment mesurer la capacité de l'autre à choisir et être citoyen et quel accompagnement ? » ■

* Dispositif d'appui à la coordination

Selon le professeur d'éducation spécialisée Michael Wehmeyer, l'autodétermination est la disposition d'un individu à agir libre d'influences extérieures qui le contrôlèrent en permanence.

« Il faut accepter de prendre des risques. C'est une question de confiance dans le vécu de la personne, son expérience, ses capacités. On lui présente les risques que ça peut comporter puis on le laisse faire et on se rend compte que ça fonctionne bien. »

AUDE PEIGNÉ
RESPONSABLE DE TERRITOIRE AUX PEP 01



« C'est une révolution culturelle qui se passe dans nos établissements et n'est peut-être pas comprise par tout le monde. On ne dit plus aux gens comment faire, on leur demande comment ils voudraient organiser leur vie. »

JEAN-RENÉ MARCHALOT
VICE-PRÉSIDENT DE L'APAJH DANS L'AIN



« Je suis suivie au SAVS*. Ils m'aident quand je le demande, autrement c'est moi qui fais ! Pour ma retraite, j'étais un peu stressée, mais ils m'ont beaucoup aidée. Maintenant, ça va mieux ! »

* Service d'accompagnement à la vie sociale

CATHERINE COURTOIS
ANCIENNE TRAVAILLEUSE DE L'ESAT
DE MEXIMIEUX

« Nous avons des cultures professionnelles assez ancrées dans l'accompagnement au sens de décider pour l'autre. Le concept d'autodétermination arrive en opposition à des années de positionnement. Il faut que la formation se transforme, que les professionnels soient sensibilisés. Il y a plein de choses à déconstruire : la prise de risque, la capacité à décider... »

LOÏC MASSARDIER
DIRECTEUR DU DAC



« Il y a une question de sémantique qui me gêne. On utilise des mots que tout le monde ne comprend pas. La première démarche à engager, ce que nous essayons de faire, c'est comprendre ce qu'il y a derrière ce mot. La lecture ne doit pas être à une seule voix, mais partagée. »

MARIE-FRANCE COSTAGLIOLA
PRÉSIDENTE DE L'ADAPEI DE L'AIN

Une question de degrés

S'auto-déterminer, c'est avant tout décider, être acteur, identifier ses besoins, ses limites. C'est l'essence de l'accompagnement et de la définition d'un projet de vie. Pourtant, ces objectifs sont complexes, a fortiori pour des personnes fragiles. « Il faut de l'humilité, de l'écoute, prendre le temps. C'est la bonne manière de bâtir avec la personne un vrai parcours », tranche Jean-René Marchalot. L'autodétermination peut sembler simple pour des personnes en capacité de s'exprimer, mais quid de celles n'ayant pas accès à la parole ? interroge Marie-France Costagliola. Plusieurs niveaux d'autodétermination pourraient être identifiés, allant des personnes les plus autonomes qui peuvent construire leur projet de vie aux plus fragiles qui peuvent communiquer leurs préférences sur des détails plus concrets. Pour les personnes n'ayant pas accès à la parole, une attention particulière aux réactions, parfois non verbales, s'impose. « C'est compliqué au quotidien, quand on est persuadé d'agir pour le bien de la personne, d'arriver à se freiner, à être à l'écoute de ça. Mais s'auto-déterminer peut se manifester par une opposition à quelque chose qui est fait. Quand on est accompagnant, il faut être capable de détecter ces petites choses », explique Loïc Massardier. Marie-France Costagliola ajoute : « Nous sommes au croisement des questions d'éthique, de déontologie pour savoir comment comprendre le citoyen, la personne avec ses fragilités. Il est difficile de tout saisir d'un claquement de doigts. Il faut une posture d'humilité, tous ensemble. » ■





Accompagner la transformation

Pour faire bouger les lignes, il est indispensable d'agir dès le départ. Loïc Massardier insiste sur la nécessité de **faire évoluer les formations** pour que tous les professionnels soient sensibilisés à ces enjeux. L'Adapei met l'accent sur la formation des salariés, des familles, et déploie des « cartographies de besoins » pour mieux identifier les profils et les demandes de ses bénéficiaires. « Au quotidien, il faut remettre du collectif, que les personnes ne soient pas isolées dans leur modalité d'accompagnement, qu'elles puissent aborder ces questions », explique Loïc Massardier. Aude Peigné acquiesce. « **C'est l'affaire de tous les acteurs.** Nos coordinateurs sont plus fins sur ces questions, ont une formation et sont là pour diffuser ces idées. » Au-delà du collectif, Jean-René Marchalot relève qu'un cheminement individuel s'impose. « Chacun doit progresser pour avancer dans cette démarche (confiance, humilité, écoute) pour construire la pleine citoyenneté de tous. »

Un risque acceptable ?
Le travail social est bâti sur la protection des personnes fragiles, ce que l'autodétermination vient en partie percuter. **Faut-il revoir son rapport au risque ?** Définir un « risque acceptable » ? Marie-France Costagliola insiste sur la notion de mise en danger, essentielle pour les familles. Elle cite l'exemple d'un bénéficiaire qui voudrait aller se baigner, sans savoir nager. « Laisser quelqu'un sans capacité suffisante se mettre en danger n'a pas de sens pour moi, en tant que parent et responsable d'une organisation. » Aude Peigné, s'appuyant sur le champ de la déficience visuelle, explique la nécessité d'accepter la prise de risques. « Il est assez fréquent que les professionnels, les parents se disent qu'il faut absolument que le jeune apprenne à utiliser un ordinateur, un matériel de compensation pour la scolarité. Les jeunes veulent faire autrement parce qu'ils ont des capacités. Il faut pouvoir les écouter et ça se passe souvent très bien. » ■

ANIMATION	XAVIER JACQUET, CHRISTOPHE MILAZZO
SYNTHÈSE	CHRISTOPHE MILAZZO
RÉALISATION RCF	MAUREEN MATRINGHEN
PHOTOS	GUILLAUME CATALA

Un nouveau logiciel

Pendant longtemps, les professionnels se sont positionnés comme des sachants. « *Le côté péjoratif veut dire qu'on pensait, qu'on faisait à la place des autres* », regrette Marie-France Costagliola. Pour y remédier, l'Adapei met en avant la **triple expertise (bénéficiaires, parents, professionnels)**. Du chemin reste à parcourir. « *Les professionnels sont encore dans une posture de transmission de leur savoir pour faire prendre des décisions à la personne qui ne sont pas vraiment les siennes* », modère Loïc Massardier.

La clef serait la rencontre entre un professionnel pouvant livrer des informations objectivement et un bénéficiaire dont les capacités sont valorisées. « *Il est devenu essentiel de refuser de parler à la place de la personne en situation de handicap et de faire en sorte qu'elle puisse dire ce qu'elle pense, ce qu'elle souhaite* », poursuit Jean-René Marchalot. Catherine Courtois se reconnaît dans cette philosophie. « *Au CVS* du SAVS**, on parle de tout, de nos demandes, de tout ce qu'on veut faire et de là où on a besoin d'aide.* »

Des relais

Les PEP 01 ont confié une mission d'appui et de développement de l'autodétermination à des coordinateurs de parcours personnalisés (CPP). « *La mise en place des CPP essaie de faire émerger les besoins, les attentes. Il n'y a pas d'évidence. Ce n'est qu'en se recentrant sur la question des besoins que l'on peut réellement proposer des réponses qui correspondent* », explique Aude Peigné. « **Les CPP ont été missionnés pour promouvoir l'autodétermination, le mettre en œuvre au quotidien, en parler, mais le changement de culture va au-delà.** » Côté sanitaire, la présence croissante de patients « experts » dans les formations contribue à faire bouger les lignes. « *On cherche des personnes qui ont une sensibilité pour développer le pouvoir d'agir, mais nous ne sommes pas obligés de trouver des professionnels* », tranche Loïc Massardier.

* Conseil de vie sociale
** Service d'accompagnement à la vie sociale

Cette table ronde sera disponible en podcast le 11/12/2023 sur <https://www.interaction01.info/>

FOCUS

Soutien scolaire

Comment en bénéficier ?

Il existe de nombreux dispositifs gratuits pour accompagner les élèves du primaire et du secondaire.

Du CP au lycée

Qui fait quoi ? Associations familiales laïques, centres sociaux, centres de loisirs, MJC, tiers-lieux, associations caritatives... Divers acteurs mènent des actions de soutien scolaire, s'inscrivant ou pas dans le cadre d'un CLAS.

Contrat local d'accompagnement à la scolarité (CLAS) : actions de soutien scolaire et d'accompagnement éducatif et culturel, hors temps scolaire, en petits groupes, avec l'accord des parents et en lien avec les enseignants. Dispositifs soutenus par l'État et la Caf, les CLAS sont mis en place par une commune ou une structure oeuvrant avec les jeunes.

Les dispositifs de l'Éducation nationale

À l'école primaire

Stages de 5 jours (3 h/jour) de remise à niveau en français et mathématiques, durant les vacances scolaires, au sein de l'école, en petits groupes.

Au collège

- Activités pédagogiques complémentaires (APC), en groupes, pouvant inclure du soutien ou du renforcement des acquis scolaires.
 - « Devoirs faits » : accompagnement personnalisé par des enseignants (depuis la rentrée 2023, inclus dans l'emploi du temps des élèves de 6^e).
 - Heures de soutien ou d'approfondissement : une heure en français et maths pour tous les élèves de 6^e.
 - Dispositifs spécifiques pour les élèves à besoins éducatifs particuliers, en situation de handicap, allophones ou issus de familles itinérantes.

Au lycée

- Accompagnement personnalisé : 72 h/an, dans le temps scolaire.
- Soutien scolaire en ligne : accessibles à tous (cours, exercices, quizz et vidéos pédagogiques).
- Tutorat : sur demande des élèves pour les aider à construire leur parcours de formation.
- Stages de remise à niveau : durant l'année ou les vacances, sur demande des élèves suite à une recommandation du conseil de classe.
- Stages de langues : 5 jours (3 h/jour), durant les vacances.
- Stages passerelle de (re)mise à niveau, pour les élèves souhaitant changer d'orientation.

© Freepik



Logement



Renaturer Geilles

Propriété de la Semcoda depuis 1972, inoccupé depuis 2012, l'ex-foyer Sonacotra de Geilles, au creux d'un vallon oyonnaxien, est en voie de déconstruction et renaturation. Le chantier a été lancé symboliquement le 24 novembre – 51 ans jour pour jour après l'inauguration du site –, en présence des élus locaux et de la sous-préfète de Nantua. Le projet a obtenu le soutien du Fonds vert, fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires, à hauteur de 1 M€. Objectif : créer un lieu naturel qui pourra accueillir les habitants. Les actions seront co-construites avec eux et les acteurs locaux : ville, agglomération, écoles, syndicat de rivière, association chargée de la renaturation...



Le bâtiment sera démolé afin de rendre le lieu à la nature et à tous.

Habitat indigne

Le bilan 2023 du plan d'actions départemental de lutte contre l'habitat indigne et la précarité énergétique montre que la plateforme nationale [Histologe](#), lancée en octobre 2022, permettant de signaler un logement non décent et d'être orienté, a enregistré 338 signalements dans l'Ain. Les services de l'État et la procureure œuvrent ensemble pour sanctionner les bailleurs indécents.

Par ailleurs, 67 situations d'incurie en 2022 et 45 au 1^{er} trimestre 2023 ont été prises en charge par Ain'Appui. Les réunions de sensibilisation des acteurs du logement et des élus organisées avec l'ADIL* ont permis de toucher près de 240 personnes.

* Agence départementale d'information sur le logement

Grand Bourg Habitat

Économies d'énergie pour les locataires

• **38 % de consommation énergétique en moins**, pour un même confort, et une baisse de 135 € en moyenne de la facture d'électricité annuelle, pour les locataires : l'expérimentation par Grand Bourg Habitat sur 10 logements de la solution **Elax Énergie, système de pilotage automatisé des chauffe-eau électriques**, est positive. D'ici fin 2023, Grand Bourg Habitat déploiera ce système sur 400 logements supplémentaires et, d'ici fin 2026, sur l'ensemble du parc immobilier. • Outre leur partenariat pour la sous-

location en intermédiation locative, Grand Bourg Habitat et la Mission locale ont signé en octobre une convention afin de **proposer aux seniors et aux jeunes travailleurs le dispositif de cohabitation intergénérationnelle**. ■

Lire
notre article
complet
en ligne



Dynacité

Quartier durable

• Investi dans **la défense des femmes victimes de violences**, Dynacité met à disposition des hébergements d'urgence anonymisés. Fin octobre, le bailleur a aussi remis à l'association Avema 01* un chèque de 3 710 €, fruit d'une collecte solidaire menée par les chargés de clientèle.

* Association d'aide aux victimes

• **À Valserhône**, dans le quartier historique de Musinens, le 18 octobre, Dynacité conviait les locataires au top départ des travaux de réhabilitation de 493 logements. Visant à améliorer la qualité de vie, la vaste opération de

renovation (3 tranches de travaux, un coût de 21 M€) s'inscrit dans le projet urbain **Musinens 2030**, en partenariat avec la Ville. S'ajouteront des travaux de création (550 logements sur dix ans) et d'urbanisation, pour un quartier durable.

• **La certification ISO 9001 du système de management qualité** de Dynacité a été renouvelée. Commercialisation, entrée dans le logement, sortie, gestion des sollicitations, propreté et sécurité... Elle couvre la prise en charge globale du locataire. ■



La cagnotte solidaire en faveur des actions de l'Avema 01 a porté ses fruits.



mon parcours à moi

La passion : une force de vie à transmettre

Louis-Paul Cretenet a trouvé son échappatoire dans la peinture pour combattre la maladie psychique. Artiste, patient-expert et animateur socioculturel, il a acquis la stabilité grâce à sa passion et dans le partage de celle-ci avec les autres.



ITINÉRAIRE



1983 - 2002 :
une enfance aux racines multiples

Né à Paray-le-Monial, Louis-Paul grandit au Maroc. Il séjourne ensuite un an en France, à Charolles, puis cinq ans en Suisse avant de rejoindre en interne le lycée Saint Thomas d'Aquin-Veritas d'Oullins où il obtient son baccalauréat scientifique.



2002 :
point de bascule

En première année d'études de physique à Paris VII, Louis-Paul est soudainement touché par une maladie psychique. Cette épreuve l'amène à tout remettre en cause.



2002-2005 :
la voie artistique

Il entame d'abord un cursus de psychologie, pour trouver des réponses aux questions que sa maladie a fait naître, puis d'anglais et d'architecture avant de découvrir la peinture. « *Je n'ai pas réfléchi, je me suis jeté dedans.* » Cette fois, la piste est la bonne. Sa première exposition, à 22 ans, est une réussite. « *Je peignais pour le plaisir, je ne m'attendais pas à vendre si facilement mes toiles, les prix me paraissaient démesurés.* »



2005-2020 :
patient-expert

Durant quinze ans, Louis-Paul mène une vie d'artiste parisien et s'investit dans l'association Clubhouse, un collectif d'entraide et d'insertion sociale et professionnelle en santé mentale. « *La façon dont on s'en sort est personnelle, mais avoir un exutoire, artistique ou autre, aide beaucoup.* » Venu s'installer à Lyon, il coordonne la création collective d'un jeu de société sur les troubles mentaux primé à l'occasion des SISM*. Des animateurs lui suggèrent de se former à l'animation.



2021-2023 :
animateur socioculturel

Durant son BPJEPS**, Louis-Paul suit un stage d'animation qui conforte cette nouvelle orientation. Désormais burgien, il anime pour la seconde année consécutive des ateliers BD-mangas pour les ados au sein des MJC de Bourg-en-Bresse et d'Ambérieu-en-Bugey. Son projet d'ateliers d'art-thérapie pour adultes devrait se concrétiser à la prochaine rentrée scolaire.

* Semaines d'information sur la santé mentale

** Brevet professionnel de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport

En bref

À la une de l'ADMR

Début octobre, pour la **Semaine bleue** (Semaine nationale des retraités et personnes âgées), la fédération ADMR de l'Ain conviait à deux ateliers. Les seniors ont pu expérimenter la gym douce avec Sylvie, aide-soignante du SSIAD Bugey Ain Veyre Revermont, et la peinture sur galet avec Christine, secrétaire du SSIAD Bresse Dombes. Les participants sont repartis ravis de ce temps qui leur a permis de sortir de l'isolement et pratiquer de nouvelles activités dans la convivialité.



Séance gym douce

Le 19 octobre, le second groupe de la **formation Responsable de secteur** est reparti avec son attestation en poche. Élaborée sur mesure en 2021 avec le cabinet Xelya, la formation vise à consolider et harmoniser les pratiques d'encadrement intermédiaire. À l'issue, les nouveaux responsables de secteurs ont chacun présenté leur projet devant le comité de direction et les administrateurs.



Les nouveaux responsables de secteurs

Harcèlement scolaire

En complément des initiatives de l'Éducation nationale contre le harcèlement scolaire, le Département a élaboré un plan d'action favorisant la sensibilisation des agents des collèges, des élèves et des parents. D'ici 2027, outre la formation des 470 agents du territoire, des interventions auprès des élèves de 5^e avec les professeurs, ainsi que des expositions et des réunions publiques au sein des établissements sont prévues.

Culture et santé

Créer ensemble

Lire
notre
article
en ligne

Résidents, patients, soignants, accompagnants, habitants du territoire... Les projets menés par les établissements sanitaires ou médico-sociaux avec les structures culturelles et artistiques concernent tout le monde, rappelle Franceline Malharin-Borrel, référente hospitalière du comité local 01 Culture et santé, dispositif régional de soutien aux projets. L'objectif, c'est faire ensemble, confirme Philippe Constant, référent culture. En 2023, huit établissements se sont engagés dans le dispositif,

dont deux pour la première fois : l'IME* La Côtère (avec le Sessad* Bellevue), à Montluel, et le Ditep* Les Alaniers de Brou à Bourg-en-Bresse. Rencontres et ateliers créatifs donnent lieu à des représentations publiques, des expositions, des installations artistiques pérennes, des mini-festivals... Le 22 novembre, au forum 2023 s'ajoutait une rencontre interprofessionnelle avec « speed meeting » invitant les multiples acteurs sociaux et médico-sociaux et culturels à mieux se connaître, afin de faire émerger les projets 2024. ■

* IME : institut médico-éducatif.

Sessad : service d'éducation spéciale et de soins à domicile.

Ditep : dispositif institut thérapeutique, éducatif et pédagogique.



Objectif du projet de l'IME La Côtère, avec les Zurbamateurs et l'école de Montluel : créer une « batucada qui danse ».

SMAM 2023

Un riche programme

La Semaine mondiale de l'allaitement maternel a battu son plein du 10 au 20 octobre dans l'Ain, avec diverses animations proposées par la PMI* et ses partenaires, dans seize lieux : stands d'information, ateliers, tables rondes. Au-delà de l'allaitement, de nombreux thèmes ont été abordés : sommeil, alimentation, lecture dès le plus jeune âge, écrans, jeux, santé environnementale, contraception, portage en écharpe, toucher-massage bébé, modes de garde, accidents domestiques et gestes de premiers secours, motricité... L'édition 2023 a accueilli près de 600 parents, ainsi que des assistants



À Briord, le CDS* de Lagnieu et ses partenaires ont organisé, dans les Mardis de l'emploi, un espace Retour à l'emploi et parentalité - une levée des freins liés au mode de garde. * Centre départemental de la solidarité

maternels et autres professionnels. Des partenariats ont été noués avec des écoles de formation. ■

inter action

117

LE MAGAZINE DU SOCIAL DANS L'AIN
DÉCEMBRE 2023

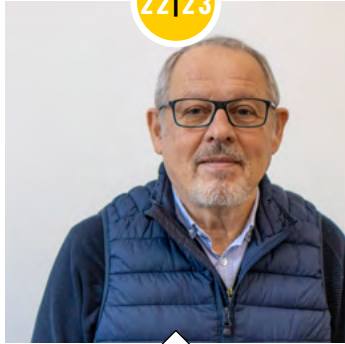


ADAPEI

Le bonheur n'a pas d'âge

CAHIER
PARTENAIRES

22 | 23



Semcoda
UNE AMBITIEUSE POLITIQUE
DE RÉHABILITATION

25



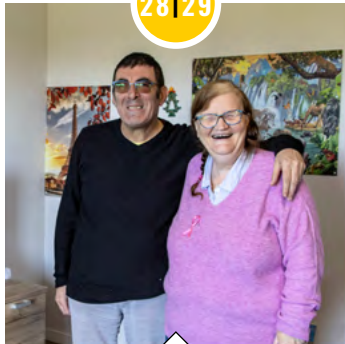
Orsac
UN NOUVEAU BÂTIMENT
POUR LA PÉDOPSYCHIATRIE

26 | 27



Département
MNA : UN ENJEU HUMAIN,
SOCIAL ET D'AVENIR

28 | 29



Adapei de l'Ain
LE BONHEUR N'A PAS D'ÂGE

30 | 31



Reportage
JOURNÉES PARTAGE ET
DÉCOUVERTE DES MARPA

32 | 33



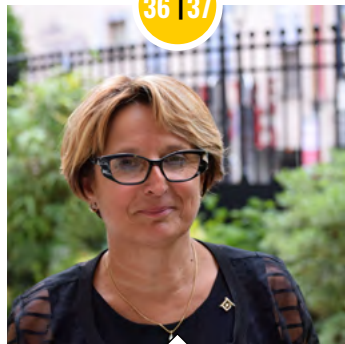
ADMR
LA BONNE VITALITÉ
DU PÔLE SANTÉ

34 | 35



Grand Bourg Habitat
CONFORT ET CONVIVIALITÉ,
LA RÉSIDENCE HAÏSSOR DE TOSSIAT

36 | 37



UDAF
« NOUS REPRÉSENTONS
18 MILLIONS DE FAMILLES »

38 | 39



Alfa3a
PROGRAMME AGIR 01 :
SUR LA ROUTE DE L'INTÉGRATION

L'INVITÉ DU CAHIER

Passerelle en Dombes Développer l'emploi local

Depuis douze ans, l'association met en lien les entreprises qui recrutent et les habitants d'un large secteur autour d'Ambérieux-en-Dombes en recherche d'emploi, de projet professionnel, de reconversion.

Une passerelle
active pour
vivre et
travailler en
Dombes

Un an de préparation, de nombreux bénévoles investis, de multiples animations, plus de 250 visiteurs et, surtout – objectif premier –, de fructueuses rencontres entre offreurs et demandeurs d'emplois : le 7 octobre, le 3^e forum organisé par l'association Passerelle en Dombes avec le soutien de nombreux partenaires, axé sur « *talents et handicap* » (et mobilité) a été couronné de succès. En 2022, le 2^e forum invitait à découvrir les emplois de l'armée. En 2021, le 1^{er} proposait, avec une cinquantaine d'entreprises présentes, quelque 200 offres d'emplois.

UNE VRAIE RELATION HUMAINE

Relier les acteurs économiques locaux et les habitants cherchant un travail, un stage, un apprentissage : c'est le but de Passerelle en Dombes. « *Il y a plein de vrais boulots sur notre territoire mais les gens ne le savent pas toujours* » rappelle Pierre Roset. L'association qu'il a cofondée en 2011 avec des collègues du conseil municipal d'Ambérieux-en-Dombes rayonne aujourd'hui sur quatorze communes et compte une soixantaine de bénévoles « dont une trentaine très actifs ».

L'action se concrétise par le soutien individuel des chercheurs d'emplois par des « parrains » bénévoles – une centaine de « filleuls » accompagnés par an dont un tiers de jeunes –, la diffusion d'offres d'emplois – plus de 1 500 en 2023 –, des interventions dans les collèges et lycées, des forums...

« *Nous ne sommes pas un concurrent de Pôle emploi mais un complément* » : Passerelle en Dombes œuvre en lien avec les forces vives locales, les entreprises, les associations, les collectivités... Avec le centre social par exemple, l'association aide les mineurs déscolarisés à raccrocher, trouver un stage, un apprentissage. Le premier samedi du mois, c'est jour de permanence à Ambérieux. Le mardi suivant, c'est jour de réunion d'équipe des bénévoles.

« *C'est une association avec une vraie relation humaine. La bienveillance fait vraiment partie de notre ADN.* » Pas question de grandir outre mesure : Passerelle en Dombes entend bien rester à taille humaine. « *Si une autre commune veut s'associer, je lui donne un kit complet pour créer une association similaire* ». Ainsi est née en 2016 à Mionnay Un Parr'Ain emploi. ■

www.passerelle-en-dombes.fr

“

« *Il y a des emplois sur notre territoire ; le vrai problème, c'est la mobilité. Il faudrait organiser des opérations spécifiques par bassins d'entreprises, en présentant tous les métiers, les solutions de transport, de collation à midi... À proposer aux collectivités locales.* »



PIERRE ROSET
PRÉSIDENT DE PASSERELLE EN DOMBES



Le forum « Talents et handicap » a attiré plus de 250 visiteurs, à la rencontre d'entreprises et autres acteurs de l'emploi.



RÉHABILITATION

Logements réhabilités

— 972 en 2023 pour 42 M€ TTC
— 1 150 en 2024 pour 39 M€ TTC

Logements réceptionnés

— 537 en 2023
— 1 250 en 2024

4 grands programmes de rénovation urbaine

- Rillieux-la-Pape
 - 76,7 M€ TTC
 - 265 démolitions et reconstructions
 - 193 réhabilitations et une batterie de 202 garages
 - 391 résidentialisations
- Oyonnax
 - 26,9 M€ TTC
 - 32 démolitions
 - 314 réhabilitations et une batterie de 20 garages
 - 314 résidentialisations
- Bellignat
 - 13,9 M€ TTC
 - 16 démolitions
 - 130 réhabilitations et une batterie de 73 garages
- Ambérieu-en-Bugey
 - 3,4 M€
 - 15 démolitions et reconstructions
 - 91 résidentialisations

Semcoda

www.semcoda.com

Service communication
Tél. 04 74 50 64 83

UNE AMBITIEUSE POLITIQUE DE RÉHABILITATION



Le lancement officiel de la réhabilitation à Bellignat a eu lieu en septembre.

Bien plus qu'un ravalement de façade

8 000 logements en dix ans : c'est l'objectif de réhabilitation de la Semcoda. Entre amélioration des performances énergétiques et du cadre de vie, le bailleur se mobilise pour ses locataires à la fois dans ses propres projets et sur la rénovation urbaine.

PAR CHRISTOPHE MILAZZO

Chaque opération est étudiée en considérant tous les indicateurs : environnement, occupants, état du bâti, niveau des charges... **La priorité est la performance énergétique** et l'éradication des étiquettes E, F et G. « *Nous visons au minimum un D, mais tout est pensé pour ne pas impacter trop lourdement les charges des locataires* », explique Christophe Crevat, directeur de la maîtrise d'ouvrage.

Le service a été créé en 2022 avec le regroupement de la construction et la réhabilitation. « *On applique souvent des processus d'achat, d'ingénierie, de financement identiques, même s'il y a des spécificités et que les chargés d'opérations ont des compétences différentes*. » L'idée était de mutualiser les pratiques, les expertises, les liens avec des entreprises pour gagner en efficience.

LES ÉTAPES D'UNE OPÉRATION

Si le cap a été fixé en 2020 selon l'histoire et les besoins du patrimoine, la programmation est régulièrement mise à jour en fonction des priorités, sollicitations ou contraintes. Au démarrage, un chargé d'opération se rend sur place avec un représentant de l'agence locale pour poser un diagnostic. Viennent ensuite le programme de travaux théorique, le choix de l'équipe de maîtrise d'œuvre et le montage du projet. Les opérations sont **financées à 25 % en fonds propres et à 75 % par emprunt**.

L'ensemble est pensé avec les habitants, d'autant plus que l'écrasante majorité des projets est réalisée en site occupé. « *Nous allons les voir en amont et nous faisons des réunions pour expliquer le déroulement. Il faut être objectif sur les contraintes, les apports, rappeler les droits et les devoirs*. »

LES SPÉCIFICITÉS DE LA RÉNOVATION URBAINE

Financés par l'ANRU (Agence nationale pour la rénovation urbaine), ces projets impliquent un budget plus important s'expliquant par une intervention dans des logements anciens. « **L'objectif est d'avoir un patrimoine de qualité, entretenu, dans un cadre de vie agréable et adapté.** » Ces projets mêlent plusieurs types d'opérations : démolition, reconstruction, réhabilitation et résidentialisation (redélimitation entre les espaces publics et privés). « *Nous les portons avec les communes ou les communautés de communes. C'est très riche et passionnant !* », conclut Christophe Crevat. ■

Pour **Christophe Crevat**, la recette du succès d'une opération passe par un bon maître d'ouvrage (Semcoda, forte de son expertise), un bon maître d'œuvre (l'architecte ou bureau d'étude), de bonnes entreprises et de bons locataires.



À Beaumarchais, les futurs balcons donneront sur un parc.

RÉNOVATION URBAINE

Le Haut-Bugey se refait une beauté

La Semcoda est mobilisée aux côtés de Haut-Bugey Agglomération (HBA), des villes d'Oyonnax et de Bellignat pour donner une nouvelle jeunesse à des quartiers.

Tout commence en juillet 2017 avec la signature du protocole de préfiguration qui définit le cadre. La Semcoda échange avec ses partenaires, construit le projet et travaille avec l'État les maquettes financières. « *L'ANRU accorde différentes subventions selon les familles d'opérations. Action Logement octroie des prêts à taux préférentiels pour les logements requalifiés et nous recevons des financements du Département, d'HBA et des communes* » explique Anthony Louis, chargé d'opérations (ci-contre).



La réussite de ces projets passe par **les liens avec les partenaires et les locataires**. Des réunions de coordination sont organisées régulièrement avec la ville, l'agglomération et Dynacité.

D'OYONNAX...

La convention de ce projet d'intérêt national est signée le 12 avril 2020. Et concerne des bâtiments des années 60, déjà rénovés il y a plus de vingt ans. « *32 logements sont à détruire pour désenclaver le quartier, le rendre plus agréable à circuler. Et nous n'avons pas besoin de reconstruire, car il n'y a pas de tension sur le logement à Oyonnax.* »

Les travaux ont démarré en mai avec **l'ajout de 140 balcons** dans le secteur Beaumarchais afin d'améliorer le cadre de vie. Un autre gros morceau sera l'ajout d'ascenseurs rue Courteline. Au total, 314 logements seront réhabilités en mettant l'accent sur **les gains énergétiques qui atteindront 55 %** grâce à la création de VMC,

de l'isolation thermique par l'extérieur, de nouvelles menuiseries et un travail sur l'étanchéité et l'isolation des toitures terrasses. L'embellissement des logements passera par la réfection des équipements sanitaires, des évier et des toilettes. Le contrôle d'accès sera renforcé et modernisé, les colonnes d'eau abîmées remplacées et une mise en sécurité électrique réalisée. Enfin, un travail de résidentialisation est à l'étude après la signature d'une convention avec la commune pour homogénéiser les pieds de bâtiment avec Dynacité, dans le prolongement de l'aménagement des espaces publics.

La démolition est prévue pour commencer en 2026. La Semcoda a déjà lancé le processus de relogement en s'appuyant sur une maîtrise d'œuvre sociale pour accompagner les locataires. Des travailleurs sociaux iront à leur rencontre pour recueillir leurs souhaits et établir un diagnostic social.

... À BELLIGNAT

Ce projet d'intérêt régional a suivi une chronologie proche. « *C'est du bâti des années 80 qui a déjà des balcons et des ascenseurs. Il y aura un travail sur les toitures et une démolition des jardinières s'affaissant qui deviennent dangereuses.* » Une importante réhabilitation thermique visera à atteindre le label HPE rénovation 2009, en plus de rénovations des sanitaires et d'embellissements intérieurs. Les arcades, symboles du quartier, seront démolies pour l'aérer et le désenclaver. Enfin, des garages seront requalifiés avec la création d'un local à vélos sécurisé. ■



Jacques Vareyon **3 QUESTIONS À**

ADJOINT À LA VILLE D'OYONNAX & VICE-PRÉSIDENT DE HAUT-BUGEY AGGLOMÉRATION

Quelle a été la genèse du projet ?

Le contrat de ville permet d'aider les quartiers en difficulté. Le Pré des Saules à Bellignat et la Plaine, la Forge en ont bénéficié. Le contrat de ville apporte de l'argent public pour mettre en place des projets vers des publics prioritaires. Chaque année, il sert à déployer entre 50 et 60 actions pour l'aménagement de l'espace public, la jeunesse et l'emploi, la lutte contre les discriminations et la défense des valeurs de la République. La convention de renouvellement urbain, passée avec l'ANRU, est une « annexe » à ce contrat. Les maires d'Oyonnax et de Bellignat se sont accordés pour transférer la politique de la ville des deux communes à la communauté de communes avec une seule ingénierie.

Comment a-t-il été pensé ?

Nous avons fait des études, des réunions partenariales y compris avec les conseils citoyens pour mettre en place les perspectives. À l'époque, le but était de dédensifier. Ces quartiers ont été construits dans les années 60-70 avec les références de l'époque ! Nous avons ciblé les déconstructions pour des fonds d'impasse pour améliorer la mobilité, la sécurité et la circulation (ramassage d'ordures et déneigement). Ces bâtiments bénéficient d'améliorations des performances énergétiques. L'enjeu est aussi d'améliorer le cadre de vie, le confort, la mobilité. À Oyonnax, le budget total de la rénovation urbaine est de 85 M€ dont 25 M€ pour la ville.

Comment travaillez-vous avec les bailleurs ?

Ils sont présents dans le comité de pilotage de la politique de la ville aux côtés de l'État, des partenaires de l'emploi, la santé... Ce sont des partenaires importants et investis.

En bref

Tiers-lieu mobile en Dombes

Né à l'initiative des animateurs jeunesse de la Communauté de communes de la Dombes, le J', espace mobile d'accueil, de rencontre, d'animations et d'information pour les 11/25 ans, aménagé avec eux, a effectué sa première sortie le 31 octobre à Chalamont, et se déplacera de ville en village.

Le calendrier des prochaines présences et animations est accessible en ligne via un Padlet sur <https://padlet.com/camionjeunessedombes/le-j-xoxdvn2pdh5acnpi>



Lire
notre
article
en ligne

Collèges sobres

De 2018 à aujourd'hui, pour répondre à la forte pression démographique, deux nouveaux collèges ont été construits dans l'Ain, à Saint-Didier-de-Formans et à Ornex, et trois établissements ont bénéficié d'une extension. Le nouveau Plan collèges 2024-2030 lancé par le Département vise maintenant à mieux optimiser les coûts de construction et de fonctionnement face aux exigences climatiques.



Hébergement hivernal

Aux 584 places des dispositifs classiques d'hébergement ouvertes sur l'Ain toute l'année, s'ajoutent 230 places durant l'hiver : 160 dans les deux CHH (centre d'hébergement hivernal) de Bourg-en-Bresse, 30 places au CHH de Ferney-Voltaire et 40 dans des résidences sociales sur le département.

L'hiver précédent, 320 ménages avaient été accueillis dans le cadre du dispositif d'hébergement hivernal. D'autres sites peuvent être activés en cas de grand froid ou d'évènement climatique sévère.

Ain pour tous, tous pour un Pour les jeunes migrants

Conscient que s'il a pu s'en sortir, c'est parce qu'il a rencontré les « bonnes personnes », le jeune boulanger Mamadou Yaya Bah souhaite partager son expérience avec les jeunes migrants fraîchement arrivés sur le territoire et à les aider à ne pas rester isolés et de se constituer un réseau. Son association « Ain pour tous, tous pour un », créée en juillet 2023, devrait devenir une antenne départementale de l'association nationale Singa défendant l'intégration par le travail.

Elle est d'ores et déjà soutenue par la Ville de Bourg-en-Bresse et la fondation Abbé Pierre

Au programme : des rencontres, des activités partagées (cuisine, sports, arts, culture) pour créer des liens entre les jeunes demandeurs d'asile et la population, et leur permettre d'être entourés dès le départ. L'association organisera deux événements par mois, gratuits et ouverts à tous, au gré des propositions de ses membres, avec la volonté de mêler les profils et les générations. ■



Mamadou Yaya Bah, cofondateur de l'association.



Psychotraumatisme Clés de résilience



Médiatrice relationnelle, psychologue victimologue, sophrologue, naturopathe... Des professionnels libéraux se sont unis afin de proposer aux femmes ayant vécu un traumatisme des ateliers adaptés et bienveillants, et aux femmes victimes de violences conjugales un groupe de parole de six séances mensuelles, le tout « à tarif adaptable ».

Soutenues par l'État*, ces deux « Clés de la résilience » ont débuté en 2023.

Le 17 novembre, au cabinet Brou Victor Hugo (Bourg-en-Bresse), l'équipe a accueilli de nombreux professionnels du social et de la santé, invités à découvrir ces nouveaux outils d'accompagnement. Des portes ouvertes riches d'échanges, source de futurs partenariats. ■

* Ministère chargé de l'égalité entre les femmes et les hommes, de la diversité et de l'égalité des chances, et Secrétariat général du comité interministériel de prévention de la délinquance et de la radicalisation.

OUI ?

ORSAC



SANTÉ

En chiffres

- 1 000 m² de locaux refaits à neuf
- 14 chambres contre 11 auparavant
- De 12 à 18 ans, l'âge des adolescents accueillis dans cette unité

Juste à côté, l'hôpital de jour

Une porte sépare l'unité de pédopsychiatrie de l'hôpital de jour.

Installé dans une extension neuve, il est ouvert du lundi au vendredi et accueille des adolescents deux matinées par semaine.

Cette proximité facilitera les échanges entre les équipes : elles bénéficient d'une salle de pause commune.

Orsac

18 rue Bichat
69002 Lyon

04 72 56 73 00
www.orsac.fr

PLUS GRAND, PLUS CLAIR, PLUS FONCTIONNEL



Le 15 septembre, jour d'inauguration de l'unité de pédopsychiatrie. De gauche à droite, Dounia Bendounan, cadre de l'hôpital de jour, Mounia Kaouri, cadre de santé de proximité, et Olivier Lavis, cadre supérieur de santé.

Un nouveau bâtiment pour la pédopsychiatrie

Après plusieurs mois de travaux, le service de pédopsychiatrie du CPA a déménagé dans de nouveaux locaux. Il comprend 14 chambres, des salles de soins, d'activités et de détente, comme une salle d'apaisement.

PAR GAËLLE LANIER

Un bâtiment clair, fonctionnel, avec de belles ouvertures sur le parc à l'extérieur. Le 19 septembre dernier, l'unité de pédopsychiatrie du CPA à Bourg-en-Bresse (géré par l'association) a déménagé dans 1 000 m² de locaux, entièrement réhabilités après plusieurs mois de travaux. Une impression de neuf pour cet espace plus grand qui permet d'accueillir quatorze adolescents, âgés de 12 à 18 ans, contre onze précédemment. **Orientés par un professionnel de santé, la famille ou la Justice, ces jeunes viennent soigner ici des troubles anxieux, dépressifs, des comportements débordants, des troubles de l'alimentation...**

Les durées d'hospitalisation sont courtes, trois semaines en moyenne « mais on s'adapte surtout à la problématique du jeune », souligne Mounia Kaouri, cadre de santé de proximité. Les hospitalisations sont d'ailleurs, autant que possible, programmées pour permettre aux jeunes et à leurs parents de mieux appréhender l'arrivée, de poser des questions. Profitant de ce déménagement, les équipes soignantes ont remis en place des visites des locaux, en amont des hospitalisations. Elles avaient été arrêtées depuis la crise Covid.

UN BÂTIMENT SUR TROIS AILES

Sur place, les jeunes disposent de chambres individuelles, bénéficient de toute une équipe de soignants – infirmières, éducateurs spécialisés et aides-soignantes – ainsi que des temps auprès de médecins, psychologues, neuropsychologues, assistants sociaux et du confort apporté par les agents de service hospitalier chargés de l'entretien et de la restauration. L'unité de pédopsychiatrie, construite sur trois ailes, comporte des espaces détente et des salles d'activités. Au milieu, le bureau central des infirmiers est déjà bien repéré par les jeunes patients. **Autre nouveauté : la présence d'un espace d'apaisement. Dans cette pièce, à l'ambiance cocooning, le patient peut, avec l'aide du soignant, accéder à des musiques et vidéos pour se calmer.** « C'est vraiment un outil très intéressant, confirme Olivier Lavis, cadre supérieur de santé. Il est important pour tout le monde, surtout pour le jeune. Il peut permettre de désamorcer des situations complexes d'agitation, de peur. Sur le secteur adulte, nous avons des retours très positifs. » ■



AIN⁰¹
le Département



JEUNES MIGRANTS

Les places ouvertes
par le Département

- **224 places en janvier 2023**
portées par l'ADSEA (174 places)
et Alfa3a (50 places), principalement
sur le bassin de Bourg-en-Bresse
et Ambérieu-en-Bugey avec
quelques places à Oyonnax.
- **319 places en avril 2023**,
soit 45 de plus pour les mineurs
 - Alfa3a : 20 places sur Ambérieu-en-
Bugey et 25 places au Chalet
des Loges, propriété du Département
au Petit-Abergement,
 - Tremplin : 50 places créées pour les
jeunes majeurs.
- **344 places en septembre 2023**,
soit 25 de plus (création
d'un site éphémère à Jasseron
avec Alfa3a dans l'attente
de l'ouverture du site à Belley).
- **374 places en décembre 2023**,
soit 30 de plus (création d'un site
à Ambérieu-en-Bugey).
- **150 places supplémentaires
créées en 1 an**, qui correspondent
à la mobilisation de 2,1 M€
par le Département.

Département de l'Ain
13 avenue de la Victoire
BP 50415
01012 Bourg-en-Bresse Cedex

Tél. 3001
Du lundi au vendredi,
de 9 h à 12 h 30
et de 13 h 30 à 17 h
www.ain.fr

MINEURS NON ACCOMPAGNÉS



Un groupe de MNA pris en charge
par les services départementaux

Un enjeu humain, social et d'avenir

Ils sont appelés communément MNA. Ce sont les mineurs non accompagnés arrivés en France. Ils sont pris en charge et placés sous la tutelle du Département, qui ambitionne de les aider à se réaliser grâce à l'intégration par le travail.

PAR MYRIAM DENIS

Ils partent, ils fuient. Parfois, la guerre, la famine, la misère, les mariages forcés. Ils quittent leur pays natal, leur famille, leur langue, tout ce qu'ils connaissent. Au terme d'un parcours souvent chaotique et semé d'em-bûches, entre les centres de transit, les passeurs, les dangers, la violence et les traumatismes, ils arrivent sur le sol français. **Ces jeunes garçons et ces jeunes filles sont placés sous l'autorité du président du Conseil départemental qui devient leur tuteur légal** : le Département les accueille, les évalue, les met à l'abri et les prend en charge. De 25 enfants arrivés dans notre département en 2009, ils sont plus de 330 par an aujourd'hui... « Le rythme des arrivées s'est considérablement accéléré depuis l'an dernier, témoigne Bérangère Novel, responsable du service Enfance adoption au sein de la direction générale adjointe à la Solidarité. Ce public, qui relève de la protection de l'enfance, a des besoins particuliers et nous devons répondre à ses demandes. Il est de notre devoir et de notre responsabilité de mettre ces jeunes à l'abri et de les accompagner. Mais comment faire, lorsque

nous n'avons plus de places ? » Elle n'a pas le temps de terminer sa phrase que déjà, le téléphone sonne. C'est le commissariat de police : deux nouveaux jeunes sont arrivés et il faut leur trouver une solution. Selon la clé de répartition prévue au niveau national par le ministère de la Justice, chaque département doit prendre sa part dans l'accueil de ces jeunes. Ainsi, **l'Ain prend en charge 1 % du flux des MNA arrivés sur le territoire national**. Les jeunes arrivent soit directement, soit sont orientés par la cellule nationale du ministère de la Justice. « Le Département assume sa mission, poursuit Bérangère Novel. Des places ont été et seront créées et les moyens financiers ont augmenté. Mais les budgets et les personnels qualifiés disponibles ne sont pas extensibles et bien d'autres jeunes qui relèvent de l'aide sociale à l'enfance ont aussi des besoins. **C'est un casse-tête. Nous voulons faire au mieux pour ces mineurs non accompagnés. Ce sont de chouettes enfants, ils ont soif d'apprendre et nous œuvrons aussi à rompre les idées reçues qui les entourent.** » ■



Le Département tire une nouvelle fois la sonnette d'alarme

Confronté depuis des mois à une augmentation massive d'arrivées de mineurs non accompagnés, le Département de l'Ain n'est actuellement plus en capacité d'en accueillir davantage. Malgré l'ouverture de plus de 150 places supplémentaires d'hébergement en 2023, le Département ne dispose plus de solutions, ni temporaires, ni pérennes, ce qui le conduit au choix douloureux de suspendre temporairement la prise en charge des MNA arrivés directement sur son territoire.

Le président du Département demande donc solennellement une nouvelle fois au Gouvernement de lui donner les moyens de poursuivre son action pour éviter ces situations humaines insoutenables.

TEMOIGNAGES

Des jeunes motivés

Seydou et Ahmed ont été pris en charge par le Département. Ils confient leurs espoirs pour cette nouvelle vie, en France.

Seydou a 17 ans. Il est arrivé du Mali en janvier 2021. D'abord pris en charge par le Secours catholique, il a été orienté vers les services du Département. Il a débuté assez rapidement les cours de FLE (Français langue étrangère), une langue dont il connaissait quelques bribes. « Au Mali, je n'allais pas à l'école, confie-t-il. Mais je suis très motivé pour apprendre. Quand je suis arrivé au collège de Péronnas, en 3^e, je poursuivais les cours de FLE. J'ai passé mon brevet. » Au collège, il fait la connaissance de M. Lemoine, le CPE (conseiller principal d'éducation) de l'établissement. À cette époque, Seydou rédige une lettre au Département, en expliquant combien il était important pour lui de rejoindre une famille qui puisse l'accueillir. « Au foyer, c'était difficile de parler le français avec les autres, alors qu'à l'école j'apprenais la langue. » « Au collège, une de mes professeurs m'a demandé ce que je voulais faire plus tard, je lui ai répondu que je voulais travailler dans l'électricité, poursuit-il. Elle a cherché une entreprise qui pouvait m'accueillir. » Aujourd'hui, il est en première année de CAP



électricité au CFA du BTP. « Désormais, je vis chez M. et Mme Lemoine et leurs enfants. Ça se passe très bien. J'apprends plus vite le français ; le soir, on re-travaille tous ensemble. Les autres, dans ma classe, sont nés ici. Pas moi. C'est difficile, mais je suis motivé. » Mme Lemoine témoigne de cet accueil : « Nous avons une grande maison et l'accueil fait partie de nos convictions, partagées avec nos enfants. Avec l'association Les Enfants de Bohème, le collège et le Département, nous avons pu mettre cet accueil en place. Et nous en sommes tous très heureux ! » **Ahmed, quant à lui, est arrivé de la Côte d'Ivoire en juillet 2022.** Dans son pays natal, il est allé à l'école jusqu'en 6^e puis travaillait dans un garage. Il a 16 ans aujourd'hui et a rejoint la MFR (Maison familiale rurale) de Balan en apprentissage. Son rêve ? Devenir boulanger. « En apprentissage, j'apprends un métier et j'ai un travail, ça me motive. J'aime faire des pains, des baguettes. En cours, j'apprends le français. Pour aller à la MFR, je prends le bus puis le train. Pour aller chez mon patron, je marche. Je me lève vers 5 h 30 mais ça va. Plus tard, je voudrais être boulanger. » ■

Des employeurs satisfaits

La boulangerie Aux saveurs des pains, à Bourg-en-Bresse, accueille un jeune MNA en apprentissage. « Nous le connaissons, il avait déjà fait des stages chez nous grâce à Alfa3a », expliquent les gérants. « Ces stages nous ont permis de l'accompagner au plus près de son projet, renchérit Nicolas Norguet, chargé d'insertion professionnelle d'Alfa3a. Il a ainsi pu intégrer rapidement un centre de formation en apprentissage. » Les patrons d'Ahmed ne tarissent pas d'éloges sur « leur » jeune. « Il est ponctuel, il apprend vite, il est à l'écoute et poli. Il chante à la boulangerie ! **Nous sommes partis pour trois ans avec lui, peut-être plus ! On l'emmènera aussi loin que possible.** »

DES PATRONS SOLIDAIRES

« Pour accompagner l'employeur, je suis allé rencontrer ses futurs patrons à la boulangerie. Je leur ai expliqué qui il est, comment on l'accompagne, le cadre législatif. Souvent, les employeurs me demandent si nos jeunes ont leurs papiers. On aborde avec eux ces points administratifs », ajoute Nicolas Norguet. Des patrons qui se posent des questions, et qui se mobilisent aussi, à l'image de Patricia Hyvernât*. La boulangère de la Chapelle-du-Châtelard préside aujourd'hui l'association Patron.ne.s solidaires, qu'elle a rejoint après sa grève de la faim pour permettre de régulariser son apprenti, Yaya.

« Ces jeunes sont pleins de courage. Souvent, ils arrivent ici en ne parlant quasiment pas français. Ils ont une envie de s'en sortir », complète Nicolas Norguet, rejoint par David Lacrepinière, développeur d'apprentissage à la Maison familiale rurale de Balan, spécialisée dans les métiers de bouche. « Nous travaillons main dans la main avec Alfa3a. Ces jeunes sont assidus, attentifs ; ils s'abreuvent des formations. » ■

* Voir Interaction n° 116, p. 11



VIELLISSEMENT

Les étapes indispensables de la prise en charge du vieillissement

- Écouter les besoins de la personne et respecter ses choix
- Considérer la personne sans l'infantiliser
- Adapter l'accompagnement
- Préserver le cadre de vie
- S'appuyer sur la triple expertise des professionnels, de la personne et de la famille
- Anticiper les transitions

Adapei de l'Ain
20 avenue des Granges Bardes
Bourg-en-Bresse

04 74 23 47 11
siegesocial@adapei01.fr

“
Une
retraite
douce et
heureuse

DES ÉTABLISSEMENTS ET SERVICES ADAPTÉS AU VIEILLISSEMENT

À Treffort, Yolande et Bruno sont bientôt tous les deux retraités. Ils profitent depuis juin d'un des nouveaux logements autonomes du foyer pour vivre à leur rythme et au calme.

Le bonheur n'a pas d'âge

L'allongement de l'espérance de vie des personnes en situation de handicap transforme progressivement la démographie dans les établissements de l'Adapei. Face à des besoins nouveaux, l'association et ses structures doivent évoluer.

PAR **CHRISTOPHE MILAZZO**

À 87 ans, Louis Bertrand est le doyen de l'Adapei. Né à Belley, il commence à travailler en usine avant d'entrer en CAT-foyer* en 1974. Il rejoint Oyonnax en 1982 où il occupe plusieurs activités, dont la sérigraphie, jusqu'à sa retraite en 1998. Louis intègre alors le nouveau foyer d'Izernore où il habite encore aujourd'hui. « **Ici, on a tout ce qu'il faut. Je joue à la pétanque, on fait des sorties, je vais une fois par semaine au club du troisième âge et le médecin est juste à côté.** »

UNE TRANSFORMATION EN COURS

Comme Louis, les seniors de plus en plus nombreux aspirent à une retraite douce et heureuse. L'Adapei a d'ailleurs **fait du droit au bonheur un axe central de son projet associatif**. L'allongement de l'espérance de vie est un enjeu, au croisement de la gérontologie et du handicap. « **Le vieillissement peut entraîner du surhandicap, des maladies dégénératives, des incapacités sensorielles, une réduction d'autonomie. Il nécessite une vision nouvelle et une adaptation de l'offre et des services** », insiste Marie-France Costagliola, présidente de l'Adapei. L'avancée en âge, l'évolution des besoins et du rythme de vie impliquent de repenser la manière de compenser le handicap.

Le chantier est déjà engagé. Certains foyers d'hébergement, devenus inadaptés pour un public âgé et retraité, se transforment en foyer de vie apportant des réponses concrètes comprenant des activités ludiques, de maintien ou de développement des acquis. La prise en considération du vieillissement passe également par une nouvelle organisation du travail et le renforcement de la capacité d'évaluation des besoins des personnes accompagnées. Les professionnels sont mieux formés à ces enjeux et les équipes étayées, notamment sur le versant médical. Mais rien ne pourra se faire sans écouter et respecter la volonté des aidants et des personnes accompagnées. « **La triple expertise (des professionnels, des familles et des bénéficiaires) est essentielle. Avec le conseil d'administration, nous travaillons sur le postulat de l'autodétermination sur cette question de l'accompagnement et de la fin de vie** », rappelle Marie-France Costagliola. ■

* Centre d'aide par le travail, l'ancien nom des ESAT.



Louis Bertrand

EN PRATIQUE

Un regard neuf sur les aînés

Nouvelles approches, propositions innovantes, transitions facilitées : prendre en compte le vieillissement est une affaire quotidienne pour les professionnels.

En foyer de vie, **une vigilance permanente est nécessaire pour repérer les signaux d'évolution**. En plus de s'adapter au rythme des résidents, les équipes du foyer Bellevue d'Oyonnax ont créé des outils de communication. **Les professionnels de santé ont aussi formé leurs collègues sur des gestes techniques** devenus indispensables face à la dégradation de l'état de santé de résidents. « **Avec certains d'entre eux, on ne pourra plus faire d'éducatif, car le cognitif ne suit plus. On sera sur du maintien des capacités et il faut lâcher prise sur certains comportements** », estime Claire Lang, neuropsychologue.

Les barrières entre le corps éducatif et médical ont été levées à force de réunions et de travail collectif. L'organisation du foyer a changé et une collaboration s'appuyant sur l'expertise de tous s'est mise en place. Chaque résident a désormais son plan de soins évolutif, détaillant ses besoins et les moyens d'y répondre.

STIMULER POUR PRÉSERVER

« **Ces personnes ne doivent pas être considérées comme ayant des problèmes. Il faut leur trouver des moyens d'épanouissement** », professe Jean-Louis Touraine. Au foyer des 4 Vents de Bourg, c'est une priorité. La structure incite depuis longtemps ses résidents à sortir pour des activités sportives, culturelles ou ludiques. Ils sont aussi stimulés par les activités du quotidien telles que la cuisine.

Face aux soucis de mémoire, de dextérité et de concentration, les 4 Vents misent également sur l'art ou la technologie avec des jeux sur tablette. Pour garder la forme, assouplir et travailler la coordination, la gym douce est pratiquée depuis des années.

« **Nos résidents n'ont pas de problèmes de santé importants et ils ont un très bon suivi médical** », explique Isabelle Capelli, cheffe de service. « **Nous privilégions les approches non médicamenteuses quand elles sont possibles.** » Des bilans de santé permettent de proposer des exercices adaptés et réguliers.

DES TRANSITIONS PLUS DOUCES

Quand la situation se dégrade vraiment, **une réorientation en Ehpad peut être envisagée, en lien avec le résident et sa famille**. Aux 4 Vents, on anticipe : une réorientation est en préparation depuis trois ans. Un autre résident avec la maladie d'Alzheimer se rend une fois par semaine en accueil de jour en Ehpad dans l'optique d'une intégration future. À Bellevue, un médecin préconisait l'entrée d'une résidente en Ehpad, mais la décision a été prise de la garder au foyer avec ses repères en adaptant l'accompagnement. « **On s'est vraiment questionné pour savoir jusqu'où aller** », explique Jennifer Gauge, cheffe de service. « **La famille a été beaucoup intégrée à la réflexion. Elle était très satisfaite, reconnaissante et tranquillisée par l'accompagnement.** » ■



Prendre de la hauteur

La conférence sur le vieillissement et la fin de vie organisée le 28 septembre reflétait l'étendue des préoccupations remontées du terrain sur ce sujet. Jean-Louis Touraine, professeur de médecine, ancien député et rapporteur de la mission d'info sur la loi bioéthique, a apporté son éclairage. « **Il faut accepter l'idée que chacun peut avoir la chance de devenir vieux. C'est un mot que l'on n'utilise plus, mais qu'il faut réhabiliter. Les vieux ne sont pas une charge. Ils ont droit à une reconnaissance affective, humaine et financière.** » La journée s'inscrivait dans la continuité des actions en place dans les structures pour accompagner avec dignité, bienveillance et empathie. « **C'était une après-midi éprouvante et pleine d'humanité. Le sujet est parfois douloureux, difficile à appréhender, mais chacun repart avec plein d'éléments en tête. La réflexion est à poursuivre, à approfondir** », a conclu Monique Bourgeois, administratrice et responsable de la commission éthique.

À Bellevue, les résidents profitent de temps collectifs chaleureux.





En pratique

Le concept Marpa

Les Maisons d'accueil et de résidence pour personnes âgées autonomes ou en perte d'autonomie (Marpa) ont été créées par la MSA en 1986.

Gérées par des associations, elles accueillent des résidents dans des logements indépendants assortis de lieux de vie partagés. Différents temps communs et activités sont proposés au sein de la maison, mais également à l'extérieur, pour leur permettre de préserver leur autonomie, de rompre l'isolement et de lutter contre la sédentarité.

Le label Marpa s'appuie sur plusieurs critères :

- Une résidence non médicalisée à taille humaine : 30 personnes maximum accueillies
- Des logements autonomes conventionnés meublés par les résidents
- Une assistance assurée 24h/24 et 7j/7 par le personnel
- Un accompagnement personnalisé
- Des repas cuisinés sur place chaque jour
- Des activités partagées
- Des services à la demande
- Une gestion non lucrative

Le réseau départemental

Le réseau des Marpa de l'Ain réunit 16 établissements sur les 200 établissements labellisés en France. Trois projets de créations de nouveaux établissements sont en cours dans l'Ain, à Saint-Martin-du-Fresne, Évosges et Montréal-la-Cluse.



L'Ain est le premier département à s'être doté d'une fédération avec le réseau des Marpa de l'Ain, présidé par Claude Laurent.

Journées Partage et découvertes

Bienvenue dans les Marpa de l'Ain !

Bien déterminé à faire connaître cet habitat collectif pour personnes âgées, le réseau Marpa de l'Ain organise depuis 2019 des Journées Partage et découvertes qui allient temps festif et convivial dans les structures participantes.

ENQUÊTE MATHILDE PALFROY

PHOTOS JEAN-FRANÇOIS BASSET

Mises en place pour provoquer la rencontre en proposant un événement gratuit, grand public et accessible à tous, résidents compris, les Journées Partage et découvertes accueillent tous les ans de nouveaux visiteurs. Chaque Marpa se charge de trouver le thème qui suscitera l'intérêt du plus grand nombre. Les résidents participent activement aux préparatifs, ils peuvent apporter leur petite touche et leurs idées. « **Nous voyons tous les ans fleurir des initiatives et des propositions originales** », est heureux de constater Claude Laurent, président du Réseau Marpa de l'Ain.

Les Journées Partage et découvertes ont eu lieu du 9 au 30 septembre 2023 dans douze Marpa à Bellignat, Brénod, Saint-Jean-le-Vieux, Marlieux, Neuville-les-Dames, Péronnas, Saint-Denis-lès-Bourg, Viriat, Saint-Étienne-du-Bois, Grièges, Saint-Julien-sur-Reyssouze et Pont-de-Vaux. Jeux, cirque, concerts, chansons, théâtre : le programme était varié.

Ouverture, découvertes et convivialité

« La Marpa est un lieu ouvert, où les résidents peuvent accueillir leur famille, leurs amis, et ces journées sont l'occasion de montrer la vie et l'accompagnement qu'on leur propose. Le public se déplace pour les

activités et découvre dans le même temps la structure et ses habitants », explique Muriel Mathieu, directrice de la Marpa Les Narcisses de Brénod où la journée est consacrée au thème du bien-être et des plantes. Des professionnels du bien-être et producteurs locaux ont pris place sur le parking et dans le jardin de l'établissement, pour proposer divers stands et ateliers. Les résidents sont tous dehors pour participer à la fête. Ils sont heureux d'accueillir le public, de faire visiter leur appartement et de présenter leur lieu de vie. « C'est super, ça fait du bien ces journées. On fait beaucoup de choses ici ! », témoigne un résident qui se promène avec sa fille. Mme Janin vient d'emménager. « Je suis résidente depuis hier, mais je venais régulièrement depuis six ans à la Marpa, pour manger, à la gym, à toutes les animations. Progressivement, j'ai décidé de ne plus rester seule dans mon appartement et je suis venue vivre ici où je connaissais déjà tout le monde. » Accompagnée de son amie, Mme Grenier, qui fêtera ses 101 ans le mois prochain, elle a fait le tour des stands et se repose maintenant dans le jardin collectif en observant les visiteurs déambuler. « Ça met de l'animation cette journée, on est content de recevoir des gens chez nous et nous aussi on participe aux activités. »



Avec comme thème « La beauté n'a pas d'âge », les résidents et visiteurs de la Marpa Plain-Champ de Saint-Étienne-du-Bois ont pu profiter d'une séance maquillage, d'un spectacle de la Dieselle compagnie et d'une exposition photo.

Des musiciens se sont installés tandis qu'un peu partout, les discussions s'engagent facilement dans une ambiance joyeuse. Le public est varié. On y trouve des proches, des familles, des habitants du village, des curieux, et tous ceux venus par intérêt pour le thème et profiter des animations seul, en couple ou en famille. « Les Journées Partages et découvertes dépassent le cadre de simples portes ouvertes. C'est une animation supplémentaire dans le village. Elles permettent aux gens de prendre conscience du mode de fonctionnement des Marpa, et peut-être de susciter des vocations pour que davantage de bénévoles viennent contribuer à nos projets », observe Étienne Ravot, maire de la commune de Brénod et président de l'association de gestion des Narcisses. Un couple de futurs bénévoles se promène justement dans le jardin. « Nous habitons à Évosges, où il existe un projet de Marpa dans lequel nous envisageons de nous investir. Nous sommes venus voir pour nous faire une idée de ce qu'est une Marpa. Cette journée nous

permet de rentrer facilement dans la maison. Je connaissais les Marpa de nom, sans en imaginer le fonctionnement ni la convivialité surtout. On a découvert des gens très sympathiques et ça conforte notre projet de nous investir. »

Une initiative départementale saluée

À l'origine des Journées Partage et découvertes, la volonté du réseau des Marpa de l'Ain de mieux faire connaître ce mode d'hébergement et ce qui le distingue des autres structures destinées aux personnes âgées. « **Les Marpa sont portées par des valeurs – gestion désintéressée, respect de l'autonomie et des souhaits de chaque résident, vie en collectivité – et sont ancrées dans leur territoire depuis plus de 30 ans** », explique le président. Récompensées par le prix national de l'innovation décerné par la Fédération nationale des Marpa au mois d'avril dernier, les Journées partage et découvertes des Marpa de l'Ain ont accueilli plus de 2 000 visiteurs cette année. ■



Ambiance familiale à la kermesse de la Marpa La Veylle de Grièges.



La Marpa La Cité des séniors de Viriat a organisé une après-midi découverte avec des concerts et des animations musicales.





AIDE ET SOIN

3 SSIAD

- 133 patients pris en charge au total en 2022.
- 48 personnes accompagnées par l'accueil de jour itinérant de Saint-Trivier-de-Courtes et Montrevel-en-Bresse.

SSIAD de Ceyzériat

- 52 places :
 - 49 pour personnes âgées
 - 3 pour personnes handicapées.

SSIAD de Châtillon-sur-Chalaronne

- 47 places pour personnes âgées.

SSIAD d'Artemare

- 37 places pour personnes âgées.

Fédération ADMR de l'Ain

801, rue de la Source
01440 Viriat

Tél. 04 74 23 21 35
info.fede01@admr.org
www.fede01.admr.org

L'ADMR CE N'EST PAS QUE L'AIDE À DOMICILE



La bonne vitalité du pôle santé

Recrutement d'un cadre de santé, candidature pour un appel à projets afin de créer des équipes spécialisées Alzheimer, préparation de la réforme pour la mise en place du service autonomie à domicile en 2025 : l'ADMR de l'Ain soigne son pôle santé.

PAR GAËLLE LANIER

Quand on dit ADMR dans l'Ain, les habitants pensent le plus souvent aide à domicile. Et ils ont raison. L'aide à domicile, c'est environ 70 % de l'activité du réseau ADMR de l'Ain grâce à la présence de vingt-deux services d'aide et d'accompagnement à domicile (SAAD) dans le département. Mais l'ADMR de l'Ain, c'est aussi un pôle santé : trois SSIAD (services de soins infirmiers à domicile) à Châtillon-sur-Chalaronne, Ceyzériat et Artemare et un accueil de jour Alzheimer itinérant, à Saint-Trivier-de-Courtes et Montrevel-en-Bresse.

La Fédération a décidé de renforcer ce pôle santé en commençant par recruter son premier cadre de santé. Adeline Ricol aura notamment la mission de coordonner et d'accompagner les trois SSIAD et l'accueil de jour. Dans la même dynamique, la Fédération ADMR a décidé de répondre à un appel de l'ARS* concernant la création de deux équipes spécialisées Alzheimer. « Il s'agit pour nous de développer une nouvelle offre de service et de répondre à des besoins, confirme

Grégory Mariller, le directeur général de la Fédération ADMR de l'Ain. *L'idée serait de créer des équipes spécialisées au sein des SSIAD.* ». Elles seraient composées d'un ergothérapeute ou psychomotricien, d'une infirmière coordinatrice et d'une assistante de soins en gérontologie.

Ces prochains mois, l'ADMR va également s'atteler à la mise en place de la nouvelle réforme de l'aide et du soin, décidée par les pouvoirs publics et qui prévoit la mise en place du service autonomie à domicile au plus tard fin juin 2025. L'objectif sera d'allier SSIAD et SAAD, deux structures qui interviennent auprès du même public. « Cela va impacter nos trois SSIAD mais nous avons de la chance à l'ADMR car SAAD et SSIAD travaillent déjà ensemble, constate Grégory Mariller. Cela devra se faire de manière plus coordonnée, plus formalisée, avec un cahier des charges bien établi. Cette refonte de l'aide et du soin à domicile va être notre gros chantier jusqu'en 2025. » ■

* Agence régionale de santé

SSIAD DE CHATILLON-SUR-CHALARONNE

L'esprit d'équipe

De la chaleur humaine, de la bonne humeur, du professionnalisme. L'équipe 100 % féminine du SSIAD met toute sa belle énergie au service des patients.

Un matin, comme beaucoup d'autres matins dans ce bâtiment installé dans le prolongement de l'EHPAD. Christine, la secrétaire, est à son bureau. Premier visage accueillant quand on rentre. Zhor, l'infirmière référente, est penchée sur le planning des tournées, avec à ses côtés, Fabienne, l'une des aides-soignantes. En face, Florence, l'infirmière coordinatrice – le capitaine de l'équipe – est en pleins pourparlers au téléphone avec une patiente qu'elle connaît bien. Bienvenue au Service de soins infirmiers à domicile (SSIAD) de Châtillon-sur-Chalaronne. C'est ici, dans cette ambiance bienveillante, que s'organisent l'accueil, l'admission, le projet personnalisé, le suivi, de 47 patients âgés d'un territoire couvrant 36 communes. Autant dire que la flotte des véhicules des 13 aides-soignantes

qui interviennent à domicile fait partie du paysage. Réunies autour de la table, dans leur salle, pour évoquer leur métier, elles parlent de leurs missions avec enthousiasme, d'un travail en équipe et d'un esprit partagé pour être « *au plus près des besoins du patient* », « *préserver l'autonomie et les habitudes* », « *permettre à l'aidant de souffler* », « *travailler en réseau avec les médecins, infirmières libérales, les assistantes sociales, les partenaires...* ». Depuis fin 2022, l'équipe du SSIAD propose aussi des ateliers en groupe et des sorties culturelles. Autant de temps forts pour « *sortir du soin et créer du lien social* » qui sont ensuite compilés dans la « Gazette du SSIAD », rédigée par Christine. « *Les filles, elles sont pleines d'idées...* » confirme Florence, une capitaine épanouie. ■



« Je me sens en sécurité »

Gilbert voit arriver l'équipe du SSIAD avec un grand sourire. Voilà un peu moins d'un an que les professionnelles s'arrêtent tous les matins de la semaine à son domicile pour des soins d'hygiène, d'aide à l'habillage et de suivi de son état de santé. « *Je me sens en sécurité. Au début, j'étais un peu gêné et maintenant je me suis habitué.* » Monique, son épouse, confie sa tranquillité. « *Je profite de ce temps pour cuisiner, faire un peu de ménage, m'aérer, aller au café papote. Ça m'a aidée.* » ■



Adeline Ricol

CADRE DE SANTÉ

Vous avez été recrutée à la Fédération de l'Ain. Quelles sont vos missions ?

Une de mes missions est d'accompagner les trois SSIAD et l'accueil de jour dans le développement de leur activité, l'harmonisation des pratiques et l'accompagnement dans la démarche qualité. Nous sommes certifiés et nous avons donc des audits externes et des évaluations de la Haute Autorité de santé (HAS). Cela implique des temps de travail réguliers avec les infirmières coordinatrices (IDEC) et ma collègue responsable qualité-développement.

Vous vous occupez également des résidences Haissor ?

Effectivement, j'ai un travail de coordination. Il existe cinq résidences, une est en cours de construction à Saint-Cyr-sur-Menthon et deux autres sont en projet. L'idée est d'accompagner ces résidences, d'harmoniser leur fonctionnement et de travailler sur le volet santé : depuis 2022, le Conseil départemental de l'Ain alloue un budget d'aide à la vie partagée en lien avec la prévention de la perte d'autonomie. L'idée est de mettre en place des animations auprès des résidents pour répondre à ces objectifs.

Quels sont vos prochains dossiers ?

Le premier sera la préparation de l'évaluation de la Haute Autorité de santé pour l'accueil de jour qui interviendra au premier semestre 2024. Le second sera de travailler sur la réforme des services autonomie. Enfin, avant fin décembre, nous souhaitons répondre à l'appel à projets de l'ARS pour la création de deux équipes spécialisées Alzheimer (ESA). Je travaillerai pour cela avec les deux IDEC des SSIAD de Ceyzériat et Châtillon-sur-Chalaronne.



RÉSIDENCE HAISSOR

À Tossiat

- Début de la réflexion en 2012 en partenariat avec le Commune, le Département et l'ADAPA.
- 2014-2017 : instruction du dossier
- 2017 : validation du projet par le Département
- Novembre 2021 : première pierre
- Février 2023 : signature de la convention tripartite
- Coût global : 2 179 095 euros
- Livraison : avril 2023
- 6 logements T2 et T3 adaptés aux personnes âgées et/ou handicapées
- 8 logements T4 : 4 appartements et 4 pavillons indépendants

Grand Bourg Habitat
16 avenue Maginot
01000 Bourg-en-Bresse

Tél. 04 74 21 20 20
www.grandbourghabitat.com

La nouvelle résidence est située impasse du Petit Pont, dans un secteur calme et à deux pas de tous les commerces et commodités du village.



HABITAT INTERGÉNÉRATIONNEL

Confort et convivialité à Tossiat

Inaugurée le 7 septembre, la résidence Haissor* apporte une solution d'habitat chaleureuse aux seniors et de nouveaux logements sociaux agréables et pratiques à vivre.

PAR MATHILDE PALFROY

Engagé dans l'accompagnement individuel de ses locataires et conscient que les personnes âgées préfèrent rester chez elles le plus longtemps possible, Grand Bourg Habitat a répondu présent à l'appel de la commune de Tossiat pour y aménager une résidence intergénérationnelle. Entièrement bioclimatiques et dotés d'équipements performants, quatorze nouveaux logements disposant d'un espace extérieur et d'un stationnement offrent aux locataires un cadre de vie privilégié en plein cœur de Tossiat, à proximité immédiate de toutes les commodités.

« Nous avons été très heureux d'accompagner ce projet », se réjouit Isabelle Maistre, présidente de Grand Bourg Habitat. « Tossiat constitue pour nous un point structurant, dans notre objectif de nous implanter dans des communes du bassin burgien disposant d'un bon tissu médical et commercial. C'est notre rôle de disposer pour nos locataires d'un panel de logements susceptibles de s'adapter à leurs besoins, existants et à venir. »



Jour d'inauguration.

DES ESPACES PARTAGÉS POUR LES SENIORS

Le rez-de-chaussée comprend six appartements équipés pour les personnes âgées et/ou en situation de handicap, une laverie, ainsi qu'une salle commune exposée plein sud comportant une cuisine ouverte, une salle à manger, et un espace salon. Les résidents peuvent s'y retrouver, pratiquer des activités ensemble, et recevoir leurs proches. « La présence de parties partagées constitue un gros plus pour faciliter les liens et rompre l'isolement. Grâce à l'outil Haissor, nous pouvons intervenir dans la construction de logements adaptés pour permettre aux seniors de ne pas quitter leurs attaches, de conserver leur autonomie et de ne pas rester seuls. »

UNE RÉSIDENCE MIXTE

Les autres logements, quatre appartements à l'étage et quatre pavillons T4 indépendants, accueillent des couples et des familles. « Nous souhaitons répondre aux besoins de nos seniors mais également disposer de logements attractifs pour les familles afin d'en accueillir davantage. En milieu rural, fidéliser une population jeune permet de maintenir nos commerces, nos équipements et de renforcer le dynamisme de la commune », explique Jean Marie Davi, maire de Tossiat. ■

*Habitat intermédiaire service solidaire regroupé

SUR LE TERRAIN

Ancrage local

Mme Nico est heureuse d'avoir emménagé à la résidence et de disposer d'un logement de plain-pied avec un extérieur. Originaire de Tossiat, elle y a passé son enfance et souhaitait y revenir. « J'ai sauté sur l'occasion, j'étais la première inscrite. Ici je suis bien, près de la nature, de mes deux sœurs et de mes enfants. » Les résidents sont âgés de 65 à 85 ans. La majorité ont un lien avec la commune. M. Gueynard y a lui aussi grandi. Avec sa femme, ils ont déménagé pour disposer d'un logement plus pratique et adapté à son handicap. Mme Geoffray est venue pour se rapprocher de sa fille et de ses petits-enfants, qui habitent la commune. M. Brayard et M. Dubois résidaient à proximité et peuvent ainsi rester près de leurs enfants.



Régulièrement, les résidents se réunissent dans la salle commune. De gauche à droite : Mme Geoffray, qui prépare chaque semaine un gâteau, Mme Nico, M. Gueynard, M. Dubois et sa fille, Christine Salomon, animatrice de prévention.

Tous se retrouvent le lundi après-midi avec Christine Salomon, animatrice de prévention de l'ADAPA, autour d'un café, pour préparer ensemble les activités qu'ils désirent mettre en place : jeux, goûters, discussions, sorties... Ils se sont déjà rendus au canal de Savières, au Parc des oiseaux de Villars-les-Dombes, à la cuivrière de Cerdon, et un projet de voyage est en cours d'élaboration pour l'année prochaine. « Je ne leur impose rien. La participation aux moments de convivialité est libre. Lorsqu'ils ne sont pas présents à la salle commune, je passe simplement leur dire bonjour et prendre des nouvelles », explique Christine Salomon. « Mais globalement, ils viennent avec plaisir. Il y a une bonne entente et l'ambiance est agréable. » ■



Auparavant locataire à Bourg au 4^e étage d'un immeuble, Mme Nico est ravie de son nouveau logement et de profiter d'un espace extérieur pour jardiner.

© Pierre Lecoœur - Photo Club Bressan



CHARGÉE DE MISSION HABITAT,
PÔLE DÉVELOPPEMENT ET INNOVATION DE L'ADAPA

Quel est l'accompagnement proposé aux locataires ?

Le programme Haissor comprend une dimension individuelle et collective. Au niveau collectif, nous établissons avec les locataires un projet de vie sociale et partagée. Les souhaits des habitants sont recueillis pour décider des activités qui seront menées en groupe. Au niveau individuel, chacun peut décider des services et des aides dont il a besoin, pour entretenir son domicile ou en matière de santé, auprès des professionnels de son choix.

Quelles actions de prévention menez-vous ?

Nous proposons diverses animations avec un objectif de prévention pour permettre aux seniors de rester autonomes le plus longtemps possible et pour retarder l'entrée en maison de retraite. Ces animations permettent d'assurer une veille discrète, au niveau physique et psychologique, et de nous assurer que ce qui est en place est suffisant, en lien avec les familles.

Des liens se créent-ils avec les autres habitants de la résidence ?

Nous essayons de faire vivre l'intergénérationnel et le volet inclusif avec les voisins, avec l'organisation de rencontres ou des propositions d'activités partagées. Tout est mis en œuvre pour faciliter et encourager la création de liens. Nous avons à cœur de le faire, mais nous ne forçons rien. Cela dépendra de l'envie de chacun des locataires et des motivations respectives de l'ensemble des habitants.



L'Unaf regroupe

- 13 Unions régionales
- 99 Unions départementales
- 10 000 bénévoles
- 8 000 salariés
- 8 000 associations adhérentes représentant 600 000 familles

Udaf de l'Ain
12 bis rue de la Liberté
BP 30160
01004 Bourg-en-Bresse Cédex
Tél. 04 74 32 11 40
www.udaf01.fr

“
Les Udaf
sont notre
terreau

MARIE-ANDRÉE BLANC, PRÉSIDENTE DE L'UNAF

« Nous représentons 18 millions de familles de France »

Depuis 1945, l'Unaf* et les Udaf** se mobilisent pour porter la voix et défendre toutes les familles grâce à un réseau à l'écoute des besoins au plus près du terrain et des relais institutionnels à tous les niveaux.

PAR CHRISTOPHE MILAZZO

C L'UNAF, C'EST QUOI ?
est une institution familiale apolitique et non confessionnelle créée en 1945. Nos quatre missions principales sont de **défendre les familles, les représenter, donner avis aux pouvoirs publics et gérer des services d'intérêt familial**. Nous sommes le premier réseau à gérer des mesures de tutelle et curatelle (nous en suivons 160 000). Nous nous occupons aussi de médiation familiale, des points-conseils budget, d'action de soutien à la parentalité, au numérique, de l'aide éducative...

QU'ENTENDEZ-VOUS PAR REPRÉSENTATION ?
Nous avons **130 représentations nationales** qui se déclinent dans les départements via les Udaf. Nous sommes présents aux Caisses nationales d'assurance vieillesse et d'allocations familiales, au Conseil économique social et environnemental, au Conseil de la famille... Nous agissons forts de l'expertise des territoires et des dossiers travaillés au niveau national pour porter la voix des familles. Le national et le département sont complémentaires. L'Unaf accompagne les initiatives locales. Ce qui est fait dans une Udaf peut être transposé ailleurs dans l'intérêt des familles. **Des formations sont proposées aux représentants familiaux** locaux pour leur donner les clefs pour intervenir dans les instances. C'est le rôle de la tête de réseau. Et **tous les travaux nationaux redescendent dans les départements** où les Udaf sont en lien avec les services de l'État et les élus. Cette représentation est essentielle pour toucher les parlementaires au plus près.

LE TERRAIN EST INDISPENSABLE !

Les Udaf sont notre terrain. Elles sont au contact des familles et peuvent relayer les problématiques. Il y a une véritable dynamique de réseau. Tout n'est pas descendant à l'Unaf, au contraire ! C'est en réfléchissant avec nos associations familiales dans les départements, en faisant remonter des questionnements et en tenant compte des réponses que nous agissons.

CE VERSANT DE L'ACTION DE L'UNAF N'EST-IL PAS MOINS CONNU QUE LES SERVICES DE TUTELLE ET CURATELLE ?

Exactement. Mais le rôle premier d'une Udaf, c'est l'institution familiale. C'est d'apporter des services aux familles, de faire remonter les besoins et de proposer des solutions à leur problématique. **La politique familiale est un dossier qui nous tient à cœur.**

COMMENT TRAVAILLEZ-VOUS AVEC LES POUVOIRS PUBLICS ?

Ils ne manquent pas de nous interpeller ! **Nous amenons des éléments de réflexion, des solutions et nous sommes force de propositions.** Nous avons ainsi beaucoup travaillé avec le ministère sur le service public de la petite enfance, la conciliation de la vie familiale et professionnelle. Nous pouvons influencer sur certaines décisions grâce à notre expertise de terrain. Quand le congé parental a été réformé, l'Unaf a alerté sur les risques. À la sortie du livre sur les fossoyeurs, nous avons expliqué que la même chose pouvait arriver dans le monde de la petite enfance. Nous avons un champ d'action large qui peut s'intéresser à tous les âges.



COMMENT PRENEZ-VOUS LE POULS DES FAMILLES ?

Nous recueillons très souvent les contributions des familles en réunissant des groupes de parents via les Udaf et nous travaillons avec les mouvements familiaux. Nous récoltons les demandes de leurs adhérents, mais pas seulement, car nous représentons les 18,4 millions de familles de France ! **Nous interrogeons les familles à travers des enquêtes** qui partent dans le réseau auxquelles tout le monde peut répondre pour nous donner une représentation large. Nous allons bientôt sortir une enquête sur le désir d'enfants. Elle avait été conduite il y a une dizaine d'années et nous avons souhaité voir quelles étaient les évolutions, les attentes. Qu'est-ce qui explique qu'il y a quelques années, le chiffre de désir d'enfants était de 2,39 enfants par femme et que cette année, on peut s'attendre à être aux alentours de 1,7 ? Nous voulons saisir les freins qui empêchent nos concitoyens de concrétiser ce désir d'enfant : l'inflation, le logement, la vision de l'avenir...

QUELS SONT LES SUJETS D'ACTUALITÉ POUR L'UNAF AUJOURD'HUI ?

Le premier est la conciliation entre vie familiale et professionnelle. C'est quelque chose qui ressort fortement. La baisse de la démographie nous interpelle. Nous ne sommes pas natalistes, mais pour financer notre système de protection sociale, il faut qu'il y ait de la jeunesse. Les enfants qui ne sont pas nés en 2023 ne cotiseront pas en 2043. Le pouvoir d'achat, le logement, la santé, l'éducation sont des sujets que l'on travaille avec les ministères et dans les départements. Toutes ces problématiques sont liées et **il faut faire en sorte que certains parents redeviennent parents. Pour cela, nous devons les accompagner.** ■

* Union nationale des associations familiales
** Union départementale des associations familiales
*** Union régionale des associations familiales

Militante familiale issue du mouvement Familles rurales, **Marie-Andrée Blanc** est devenue présidente de l'Udaf de Haute-Loire avant d'être élue présidente de l'Unaf en 2015.

Le baromètre 2023

L'édition 2023 de l'enquête commanditée par l'Unaf a réaffirmé l'importance de la vie de famille pour les parents, mais a soulevé un certain nombre de questions.

Si 89 % des familles jugent **pouvoir répondre aux besoins essentiels de leurs enfants**, la situation se complique quand il s'agit de **dépenses de plaisir** puisque 70 % des familles estiment qu'elles ont la place pour elles dans leur budget. Plus inquiétant, 40 % des familles rurales et 45 % des familles monoparentales les trouvent impensables. Enfin, seuls 55 % des familles s'estiment en mesure de préparer l'avenir de leurs enfants.

Le regard porté sur **l'action de l'État** est sévère puisque 45 % des familles pensent que son soutien aux personnes avec des enfants à charge est insuffisant.

Côté éducation, les enjeux se concentrent sur l'affirmation de l'autorité (un problème pour 32 % des parents), la gestion des relations de son enfant avec les autres (même proportion) et l'usage des écrans (selon 49 % des répondants). Enfin, 76 % des familles rencontrent des difficultés à **concilier vie professionnelle et familiale**. Pour 40 % d'entre elles, ces soucis se manifestent plusieurs fois par mois.

Une réflexion régionale

Face à cette priorité, **l'Uraf*** Auvergne-Rhône-Alpes a organisé le 18 novembre un forum régional sur l'épineuse question de l'équilibre entre travail et fonctions parentales**. La journée était placée sous le signe des débats entre associations familiales, employeurs, syndicalistes, militantes et universitaires.



RÉFUGIÉS

À la mi-octobre

- 241 parcours AGIR dont :
 - 51 entrées
 - 115 déjà suivis par le PRIR
 - 75 en attente dans les structures de la demande d'asile
- 6 sorties

Le profil des BPI

- 54 % de personnes isolées
- 52 % ont entre 26 et 35 ans
- 19 % de parents isolés
- 36 nationalités, dont une majorité d'Afghans

Objectif

350 BPI accompagnés d'ici fin 2023

Alfa3a - siège social
14 rue Aguétaut
01500 Ambérieu-en-Bugey

04 74 38 29 77
www.alfa3a.org



Coordonner
le parcours

PROGRAMME AGIR DANS L'AIN



Une boussole sur la route de l'intégration

Les équipes du programme AGIR se mobilisent pour accompagner les bénéficiaires de la protection internationale dans leur parcours d'intégration autour de deux piliers : l'emploi et le logement.

PAR CHRISTOPHE MILAZZO

Depuis le 1^{er} juillet, l'Ain a rejoint les départements concernés par le programme national AGIR (Accompagnement global et individualisé des réfugiés). Son but ? Penser de manière complète et coordonnée le parcours d'intégration des bénéficiaires de la protection internationale (BPI). AGIR va plus loin que l'ancien PRIR (Programme régional d'intégration des réfugiés). « *L'accompagnement social est toujours présent, mais AGIR a vocation à être animateur du parcours en orientant et en coordonnant les acteurs* », explique Sabrina Latrèche, directrice des activités, de l'intégration et des ESMS 01*. Elle insiste aussi sur le renforcement de l'accompagnement vers l'emploi.

AU PLUS PRÈS

AGIR s'appuie actuellement sur trois binômes composés d'un référent emploi et un référent logement. En plus de Bourg-en-Bresse, l'équipe dispose de permanences à Oyonnax et Ambérieu-en-Bugey. D'autres ont été ouverts à proximité des lieux de vie des BPI.

Les structures de la demande d'asile orientent les réfugiés vers l'OFII (Office français de l'immigration et de l'intégration) pour signer leur contrat d'intégration

républicaine après l'obtention de la protection internationale. L'OFII peut ensuite orienter le BPI vers Alfa3a, opérateur AGIR dans l'Ain. « *Il y a un premier rendez-vous de présentation avant la signature du contrat d'engagement. Ensuite, nous prenons contact avec le travail social antérieur pour étoffer le diagnostic et avoir une continuité dans l'accompagnement* », décrit Laëtitia Maréchal, cheffe de service AGIR 01. Il est prévu pour deux ans et vise l'accès à un logement et à un emploi (a minima en CDD de plus de six mois) ou une formation qualifiante. Forte de l'expérience du PRIR, l'équipe se donne un objectif d'un an.

La réussite d'une intervention passe par l'animation du réseau. Des conventions ont été signées à l'échelle nationale et locale avec différents partenaires (emploi, formation...) pour faciliter les collaborations. Un comité stratégique est en place au niveau national pour se coordonner et échanger les bonnes pratiques. Dans l'Ain, le comité de pilotage associe les trois acteurs de la gouvernance (Alfa3a, DDETS** et OFII) et peut être ouvert à d'autres. Enfin, des groupes de travail thématiques servent à penser au mieux la démarche d'intégration sur le territoire. ■

* Établissement social et médico-social

** Direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités

ACCOMPAGNEMENT

Un binôme pour trouver le chemin

Pour les écouter, conseiller, expliquer et orienter, les BPI peuvent compter sur deux référents complémentaires pour coordonner leur parcours selon leurs besoins.

Chaque binôme suit entre 70 et 80 BPI. « *On a chacune nos spécificités* », résume Léna Joly, référente logement. « *On ne se substitue pas à ce qui existe. On travaille avec les partenaires, on coordonne, on facilite.* » L'idée est d'accompagner le réfugié sans qu'il se perde dans la masse des interlocuteurs. Pour ce faire, AGIR se présente comme un coordinateur de parcours. « *Par exemple, je ne remplace pas la conseillère Pôle Emploi. Le bénéficiaire peut venir me poser des questions si besoin, je peux expliquer. Et s'il y a de grosses difficultés, je peux le mettre en lien avec d'autres services* », ajoute Isabelle Pin, référente emploi.



« L'objectif d'AGIR étant de pouvoir orienter, il faut être au courant de tout ce qui existe localement », ajoute Isabelle Pin (à droite).

EN CONSTRUCTION

De la pédagogie s'impose pour expliquer à tous les partenaires le fonctionnement du programme. « *Nous travaillons avec les structures d'hébergement pour savoir qui fait quoi* », décrit Léna Joly. Sur le volet de l'emploi, **des liens sont tissés avec les entreprises** pour faciliter le recrutement de BPI. « *Beaucoup d'employeurs n'y sont pas fermés, mais il peut y avoir de la méconnaissance. Nous devons les rencontrer pour lever les barrières et les sensibiliser. Certains BPI n'ont pas de diplômes, mais ont des expériences de travail qui correspondent à ce qui est recherché.* »

L'accompagnement, variable selon le profil de chacun, prend la forme de rendez-vous réguliers entre les référents et le BPI qui peut les solliciter en cas de besoin. L'accent est mis sur l'emploi bien que les BPI soient aussi guidés vers le logement (une tâche compliquée face à la tension de l'offre), l'ouverture des droits, la formation linguistique... « *Nous faisons des visites à domicile une fois que la personne a son logement pour s'assurer qu'elle est bien intégrée. Et nous allons à terme faire du collectif* », poursuit Léna Joly. ■

Coup d'envoi

Le programme a été présenté aux partenaires le 18 octobre. Sami Boubakeur, directeur de la direction territoriale de OFII, a expliqué : « *L'Ain est un territoire riche avec une tradition d'accueil et des acteurs rigoureux. AGIR suscite beaucoup d'espoirs avec des moyens inédits pour un parcours d'intégration réussi. Il faut se mobiliser pour leur donner leur chance de s'intégrer.* » De son

côté, Virginie Guérin-Robinet, secrétaire générale de la préfecture et sous-préfète de l'arrondissement de Bourg-en-Bresse, a souligné le fait que « *les réfugiés sont un public vulnérable. L'octroi du statut ne suffit pas. AGIR obéit à une politique publique volontariste dotée de financements qui insiste sur le logement, l'emploi, mais aussi un accompagnement global pour s'insérer dans la société française.* » ■

Portrait

Parcours de vie

Naqibullah Hatami arrive en France depuis l'Afghanistan il y a trois ans après un parcours éprouvant. Il vit seul à Paris avant de demander l'asile lorsque sa famille le rejoint. En juin 2022, ils s'installent en foyer à Bourg et l'accompagnement commence. Le 16 mars 2023, la famille emménage dans une maison récente et calme à Saint-Denis-lès-Bourg. « *Alfa3a nous aide beaucoup. On peut appeler quand on a besoin. La semaine dernière, je leur ai demandé pour une facture que je ne comprenais pas.* »



Naqibullah déborde de projets. Son premier sera de passer le permis, un sésame pour sa mobilité personnelle et professionnelle. « *J'ai une compétence de plaquiste, j'ai travaillé dans le bâtiment, je connais des choses, mais je n'ai pas de diplôme.* » Sur ce point, il est accompagné par AGIR, en lien avec Pôle Emploi.

Le père de famille se sent bien en France où une de ses filles est scolarisée depuis la rentrée. « *J'ai beaucoup appris sur le pays et ses valeurs. Ici, il y a des opportunités pour les étrangers. Ma femme peut apprendre la langue, peut travailler alors qu'en Afghanistan, c'est interdit.* » Curieux et doué d'une facilité pour les langues, il poursuit sa formation vers le niveau A2, regarde la télévision pour apprendre le français et cherche les traductions sur son téléphone. « *J'ai connu des choses difficiles. Je voudrais que le futur de mes enfants soit différent, qu'elles puissent étudier ce qu'elles veulent. Je rêve déjà à leur cérémonie de remise de diplôme !* »

En bref

À la une d'Ain Domicile Services

• Les membres du **Comité social et économique** de l'association Ain Domicile Services, récemment élu, ont suivi une formation afin d'acquérir les outils nécessaires à ses missions : délégués du personnel (DP), comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT), comité économique (CE). Des missions importantes pour l'association qui travaille en étroite collaboration avec le CSE.

• Depuis octobre, Ain Domicile Services propose des séances gratuites d'**activité physique adaptée (APA)** à l'Ehpad de Clairval et l'accueil de jour Aux Lucioles, à Reyrioux, et à l'Ehpad de Villars-les-Dombes, dans un but de prévention et d'ouverture vers l'extérieur. Les personnes vivant à domicile peuvent participer aux séances avec les résidents des Ehpad. Celles-ci ont lieu les trois semaines, sur trois mois renouvelables, avec des tests à 0 et 3 mois, afin d'apprécier l'évolution. Chaque groupe réunit une dizaine de participants.



Les séances APA ont lieu en intérieur ou extérieur.

• Ain Domicile Services, Dynacité, la Ville de Trévoux, la Maison des Cèdres et le Département ont renouvelé **la convention Haissor de la résidence Au Fil du Temps à Trévoux**. Trois nouvelles années de partenariat et de projets s'annoncent.

• En collaboration avec le **dispositif Ain'curie** porté par l'association Ain'appui, les aides à domicile et auxiliaires de vie sont accompagnées pour comprendre la maladie, adapter leurs interventions, gérer leurs émotions et savoir réagir et agir.

Tremplin

Une boutique à Lyon

Basée à Bourg-en-Bresse, l'association d'insertion Tremplin s'étend sur Lyon. Après les ateliers du Grenier à Villeurbanne, elle a ouvert en septembre la vaste boutique Seconde Mode, au 93, avenue de l'Europe à Lyon 8^e. Quatrième friperie créée par l'association, elle emploie dix salariés en insertion à la vente et l'encaissement. Les actions de Tremplin allient le social et l'environnemental. Le projet Textile 360 lancé en 2022

avec Grand Bourg Agglomération, visant 100 % des textiles collectés traités dans un rayon de 360 km par le réemploi ou le recyclage, avance activement. Trois « boucles » de recyclage sont en développement, avec six entreprises du Grand Bourg et de Lyon. À partir des textiles usagés et triés fournis par le centre de tri de Tremplin, elles confectionnent leurs produits : isolant bio-sourcé, revêtements de terrain de sport et pistes cyclables, polaires 100 % polyester recyclé. ■



Chez Seconde Mode, vêtements et accessoires sont vendus au poids (4 €/kg).

Atelier partagé

L'Atelien, ouvert à tous

Des ateliers pour faire du lien ? Voilà l'esprit de l'Atelien, installé depuis moins d'un an dans les locaux de l'Apfa à Bourg-en-Bresse. Cet atelier partagé, fondé par Xavier Ravot – par ailleurs gérant de la CAE ESS'Ain –, permet à des professionnels et des particuliers d'accéder à des espaces, des outils et un accompagnement, moyennant un loyer ou une location à la demi-journée. Aujourd'hui, le site accueille déjà deux artisans en résidence, cinq professionnels (du bois,

métal, composite) ponctuellement et cinq créateurs (dans l'illustration, la communication et le design) en coworking. Un atelier de couture et une cabine d'aérogommage sont en cours de création. En octobre, l'Atelien a été lauréat des Trophées du bois, organisés par le Département et Fibois, dans la catégorie « démarche vertueuse ».

Des ateliers découverte gratuits et des microformations sont en projet. ■

www.latelien.fr



Visite des ateliers, avec Xavier Ravot (sur la droite).

DOSSIER



Inflation L'asphyxie des structures sociales

DOSSIER
GAËLLE LANIER
MATHILDE PALFROY

L'inflation est d'une violence inouïe. À ce rythme-là, les Restos du cœur pourraient fermer leurs portes dans trois ans. » Le 3 septembre dernier, le cri d'alarme lancé par le président national des Restos du cœur, Patrice Douret, avait secoué les esprits. Hausse des coûts de l'alimentation et de l'énergie, baisse des dons, augmentation constante des bénéficiaires : la situation critique vécue par l'association créée par Coluche mettait en évidence une chaîne de solidarité au bord de la rupture. Elle ne concerne pas que l'alimentation. Dans l'Ain, le collectif Alerte 01 a également interpellé les parlementaires autour de la problématique du logement et de l'accueil des personnes les plus fragiles. Retraités, salariés aux revenus modestes, étudiants : la grande précarité touche un public de plus en plus large. La saison hivernale s'annonce difficile.

Impact de l'inflation

De l'insécurité budgétaire au fonds d'urgence

Si toutes les structures sociales sont confrontées à des surcoûts d'exploitation importants, toutes n'ont pas la même capacité à y répondre.

Hausse des coûts d'électricité, de chauffage, des fournitures, des aliments, du carburant... L'ensemble des structures sociales, dans leur grande diversité, voient leurs factures augmenter. Dans tous les secteurs et quelles que soient les actions menées, la prise en charge des bénéficiaires coûte plus cher. Partout, il convient de diminuer les dépenses et d'optimiser le financement. Les restrictions sont de mise, avec des conséquences concrètes extrêmement variables d'une structure à une autre, dont l'ampleur dépend directement des aides susceptibles d'être accordées comme des conjonctures individuelles.

Les structures les plus solides, rattachées à un groupe associatif, soutenues par les pouvoirs publics, ou en mesure de répercuter une part des surcoûts à leurs bénéficiaires, sont davantage en mesure de faire face et d'espérer conserver ou rétablir un équilibre budgétaire. Mais pour les petites associations, aux ressources limitées et reposant largement sur l'implication de travailleurs bénévoles, lorsque toutes les économies possibles ont été réalisées et que le déficit ne cesse de s'alourdir, repenser le budget ou l'organisation ne suffit plus. Il ne reste alors que la sonnette d'alarme, pour recueillir des fonds dans l'urgence, et la question, douloureuse, de la survie et du maintien des actions. ■

Une cagnotte pour la Marpa

Les limites de la gestion associative

Amenés à serrer drastiquement les budgets, les bénévoles de l'association de gestion de la Marpa de Serrières-de-Briord renoncent à priver les résidents de sorties et d'activités. Le 14 novembre, ils ont ouvert une cagnotte en ligne sur le site HelloAsso.

Places vacantes, charges fixes, licenciements couteux, inflation, la Marpa Le Jardin des Courtanes cumule les imprévus et les difficultés financières depuis plusieurs années, avec un déficit porté à plus de 80 000 euros en 2021. Sans concession sur l'alimentation et le confort des logements, la structure lutte pour remettre ses comptes à l'équilibre en resserrant ses finances mais ne dispose plus de suffisamment

de fonds pour assurer l'intégralité de sa mission sociale. « Nous voulons maintenir la qualité de vie de nos résidents en continuant de leur proposer des activités », explique Daniel Béguet, président de l'association de gestion, à l'initiative de cet appel à la générosité publique. Il ne s'est pas fixé d'objectif précis mais espère attirer l'attention sur la situation de la Marpa, représentative des difficultés des petites structures



Daniel Béguet, maire de Serrières-de-Briord, président de la Marpa Le Jardin des Courtanes

©Freepik

sociales reposant largement sur le bénévolat. « Tout ce qui viendra sera bon à prendre. Depuis deux ans, les activités sont réduites et on ne peut plus participer aux rencontres, ou alors on utilise les voitures des bénévoles, dont se pose aussi la question du renouvellement. On atteint les limites d'une gestion associative, ce qui pose question pour la pérennité de nos structures. » ■

Les opérateurs du logement sous tension

Ralentissement des constructions, paupérisation des populations : le manque de logements sociaux pérennes disponibles rejaillit en cascade sur l'ensemble du système d'aide, plaçant ses différents acteurs en difficulté et laissant redouter l'explosion d'une véritable « bombe sociale » si davantage de personnes viennent à se retrouver à la rue.

Avec la hausse des taux d'intérêt et le retrait de nombreux logements « passoires thermiques », le marché locatif de l'Ain est saturé et les logements sociaux occupés se libèrent rarement. L'embouteillage impacte, après les bailleurs, les acteurs du logement accompagné, percutant de plein fouet les publics les plus fragiles qui se retrouvent de plus en plus souvent abandonnés, sans solution.

Le casse-tête financier des bailleurs sociaux

La hausse des coûts des matériaux comme du foncier et la nécessité d'investir toujours davantage dans la rénovation thermique des bâtiments existants freinent la capacité des bailleurs sociaux à pouvoir financer de nouvelles constructions. Les logements sociaux coûtent de plus en cher à construire, mais également à entretenir. Ces problématiques budgétaires pèsent lourd et mènent les bailleurs à devoir se positionner face à un choix

cornélien : faut-il privilégier la rénovation des logements ou en construire de nouveaux pour étoffer le parc ?

Manque de logements très sociaux et engorgement des accueils d'urgence

Le nombre de personnes sans domicile fixe est en augmentation constante. Sur les 300 000 personnes SDF en France, une part significative ne bénéficie d'aucune solution et reste à la rue. Les associations se retrouvent ici encore face à des choix impossibles : qui loger, qui laisser de côté ? En octobre, sur la commune de Bourg-en-Bresse, Habitat et Humanisme déplorait ne disposer que d'un seul logement pour sept situations d'extrême urgence. Le manque de logements conventionnés PLAI*, destinés aux personnes les plus précaires, s'avère criant pour réussir à désengorger les logements d'urgence temporaires et accueillir les personnes et familles vulnérables. ■

*Prêt locatif aidé d'intégration



©Alfa3a (Gilles Piel) - photo d'archive

Logement accompagné et PLAI adapté : un modèle en péril

Le logement accompagné « PLAI adapté » qui accueille les personnes en difficulté économique et/ou sociale et dans l'incapacité temporaire ou permanente d'accéder à un logement social classique est confronté à un triple défi, explique **Guillaume Beurepaire**, directeur général d'Alfa3a.

« Le défi est d'abord économique, les charges étant forfaitisées, elles n'ont pas pu être répercutées à nos locataires, ce qui fragilise l'économie du modèle. Nous avons également un défi social, car nous avons du mal à gérer les parcours résidentiels et à libérer des places, alors que de plus en plus de personnes sont poussées vers le logement accompagné.

Le défi est enfin politique, avec la frilosité voire le rejet des communes pour les logements accompagnés et le dispositif PLAI en général. »



Au mois de septembre, 164 demandes de mise à l'abri auprès du 115 dans l'Ain n'ont pas pu aboutir, par manque de places et d'offres adaptées. Alors que le Département projette d'ouvrir 200 nouvelles places, 50 seront réservées pour accueillir des personnes dans le cadre du desserrement de la région parisienne opéré pour les Jeux olympiques 2024 à Paris.

Agnès Bureau, vice-présidente de l'association Tremplin



Didier Dussart

« Si rien n'est fait, on ne pourra plus faire face »

La Banque alimentaire de l'Ain est passée, de 2012 à 2022, de 4 854 à 12 876 bénéficiaires.

« On a des personnes pauvres, mais aussi des travailleurs pauvres, qui privilégient les loyers, l'essence pour aller travailler plutôt que de manger correctement ».

Hausse des bénéficiaires, dons moins nombreux et de moins bonne qualité, achats difficilement négociables, hausse de l'énergie... Le président de la Banque alimentaire de l'Ain, Didier Dussart, dresse une situation tendue.

Arrivez-vous à faire face à la hausse de l'aide alimentaire ?

Non. Aujourd'hui, on est face à un effet ciseau. On est à 4 % d'augmentation du nombre de bénéficiaires et à côté, on se retrouve avec des tonnages distribués et d'approvisionnement qui sont en baisse notable. On n'arrive pas à répondre à l'objectif qui est de donner un repas de 500 grammes, par jour et par personne. Aujourd'hui, on est à 420 grammes cinq jours sur sept. On est obligé d'aller acheter les produits. La genèse de la Banque alimentaire était basée sur le don, sur les ramassés. Aujourd'hui, on n'est plus là-dessus.

Pourquoi ?

D'abord, la qualité des produits est en baisse. Les magasins devraient nous donner des produits à DLC (date limite de consommation) à 3-4 jours. Aujourd'hui, ce qu'on ramasse est à un jour voire à date dépassée. Sur les 1 600 tonnes distribuées en 2023, nous avons eu 40 tonnes de gaspillage. Et puis comme on a moins de produits, on distribue moins de produits.

Vous êtes obligés d'aller négocier ?

On est tous des bénévoles et on devient des acheteurs. Quand je vais négocier une palette, je n'ai pas la capacité de le faire comme des enseignes de grande distribution. Il

faut qu'on essaye de mutualiser entre nous pour tirer les prix. On travaille sur le sujet. Avec cette population de gens en grande précarité, on n'est plus dans le « aider l'autre à se restaurer », notre devise. On est là pour donner à manger.

Récemment, lors d'une réunion du collectif Alerte 01, vous avez parlé de clash alimentaire...

Si rien n'est fait, on va exploser. On ne saura plus faire. Si on n'est pas davantage aidé par les pouvoirs publics, on ne pourra plus faire face. Si moi, Banque alimentaire, je n'ai plus de quoi acheter, il n'y aura plus d'association pour faire de l'aide alimentaire, ce sera la révolution. La solution, et elle n'engage que moi, c'est que les gens puissent vivre correctement de leur travail.

En tant que structure, comment faites-vous face aux hausses d'énergie ?

On subit. À l'inverse des entreprises qui peuvent récupérer leur TVA sur tout ce qui est essence ou électricité, nous, association, on paye plein pot. Il y a quelques années, on s'est doté de panneaux photovoltaïques qui nous permettaient de réduire nos factures. Aujourd'hui, on est au même niveau qu'il y a 5 ans, avant l'installation. Il faudrait qu'on puisse au moins récupérer la TVA sur nos achats. Nous l'avons relayé au niveau national. ■

Les Restos du cœur

Les bénévoles sont aussi en première ligne

Pour la première fois de son histoire, l'association des Restos du cœur a été obligée de revoir ses barèmes d'attribution et restreindre la distribution. À Bourg-en-Bresse, comme ailleurs, les bénévoles ont été formés et accompagnés pour passer ce cap difficile.

Au centre de distribution des Restos du cœur de Bourg-en-Bresse, la nouvelle campagne d'hiver, comme partout en France, a démarré le 20 novembre. Parmi la centaine de bénévoles qui œuvrent toute l'année, certains sont là depuis des années. Ils connaissent leurs missions, mais, cette année, il a fallu intégrer de nouvelles règles. Pour faire face à l'afflux des bénéficiaires et à la hausse des coûts de l'alimentation et de l'énergie, l'association a dû restreindre ses critères d'attribution et réduire la quantité de nourriture. Maintien des barèmes d'été moins favorables, distribution de quatre repas par semaine au lieu de six auparavant. Des décisions strictes pour que l'association

créée par Coluche ne ferme pas ses portes d'ici trois ans.

AIDER LES INSCRITEURS

Pour passer ce cap difficile, les bénévoles ont été accompagnés et formés. Les choses se sont faites en douceur. « Nous avons beaucoup discuté, expliqué, confirme Chantal Dufour, co-responsable du centre de distribution burgien, aux côtés d'Annie Ravary et Philippe Aubert. Au moment de l'annonce du président national, Patrice Douret, en septembre, nous avons débriefé avec les bénévoles pour savoir ce qu'ils avaient entendu, compris. Nous avons expliqué les nouvelles règles pour qu'ils les intègrent et travaillé sur des situations de crise, notamment pour les

inscripteurs. » Aux Restos du cœur, les bénévoles signent une charte d'engagement. À Bourg-en-Bresse, ils ont tous accepté ces nouvelles directives, d'autant que les refus de bénéficiaires sont peu nombreux. À la fin novembre, on en dénombrait 30 sur les 416 familles déjà inscrites. 7 % de refus, un chiffre stable. « Cela se passe sereinement, confirme un inscripteur. Nous suivons le barème imposé. » Désormais, l'ordinateur passe au rouge et se bloque. Il n'y a plus aucune latitude possible. Une nouveauté dans le système informatique qui préserve aussi les bénévoles. « Ce sera plus juste pour tout le monde et les mesures seront plus efficaces. » Il en va de l'avenir des Restos du cœur. ■



SOS Familles Emmaüs 01

« On fait de la dentelle »

Une facture de réparation de voiture à 200 euros qui ne passe pas. Un remboursement mensuel à 45 euros impossible. Une facture d'électricité payée qui laisse celle de l'eau impayée et un frigo vide. À SOS Familles Emmaüs 01, les exemples de difficultés des familles accompagnées ne manquent pas. Et les dossiers sont plus nombreux. Une trentaine en 2022, une cinquantaine fin 2023. « Ce qui nous inquiète, c'est que certains dossiers n'aboutissent plus. On a même été obligés d'en refuser », confie

la présidente Geneviève Caty Poulain. « On sait que des familles ne pourront pas nous rembourser. On ne l'observe pas que chez nous, mais dans toutes les antennes SOS. Pourtant, on fait de la dentelle. On est en lien avec les travailleurs sociaux, les banques, les épiceries solidaires, les associations d'aide humanitaire. Mais si on les refuse, où vont-ils aller ? » À la mi-novembre, l'action des 62 antennes SOS et 403 bénévoles de France a été qualifiée de « bluffante » lors d'une rencontre nationale d'Emmaüs à Paris.

Du baume au cœur pour tous ces bénévoles qui, comme partout, ne ménagent pas leurs efforts pour accompagner les publics en grande précarité. ■

« Les situations deviennent complexes, avec des emplois précaires, comme l'intérim. »



La veille active

du collectif Alerte 01

Elles sont onze, associations caritatives et structures sociales. Trois à quatre fois par an, elles se rassemblent autour de sujets communs. Et interpellent, comme elles l'ont fait en septembre, avec les parlementaires de l'Ain.

Faire remonter l'état de la pauvreté et les difficultés de chaque structure, s'épauler, échanger, ne pas s'enfermer dans ses spécialités, faire avancer les problèmes avec le même objectif : aider l'autre. Voilà quelques-uns des objectifs exprimés par des membres d'Alerte 01 pour expliquer la mission de leur collectif. Le groupe existe dans l'Ain depuis une dizaine d'années et se retrouve trois à quatre fois par an.

« L'intérêt du collectif, c'est de travailler ensemble, institutions et associations, et c'est une force dans notre département » appuie Bénédicte Duthoit, la déléguée départementale du Secours catholique. « Permettre une parole commune, au-delà de nos différences pour interpellier ensemble. »

Tour de table des préoccupations

C'est ce qu'ils ont fait en septembre dernier, au siège de la Banque alimentaire, en invitant les huit parlementaires de l'Ain, députés et sénateurs. Objectif : les alerter sur les situations préoccupantes qu'ils vivaient sur le terrain dans trois domaines, le logement, l'accueil des publics fragilisés et l'accès à l'alimentation. Autour de la table, chacun s'est exprimé devant la sénatrice Florence Blatrix-Contat et le député Damien Abad, seuls élus ayant fait le déplacement. Le collectif Alerte 01 a déploré cette faible présence politique, mais reste mobilisé, surtout en cette période hivernale qui sera certainement très délicate pour les personnes les plus pauvres



En septembre, le collectif Alerte 01 s'est réuni dans les locaux de la Banque alimentaire pour interpellier les élus. La sénatrice Florence Blatrix-Contat et le député Damien Abad étaient présents.



Damien Abad, député de l'Ain

« La précarité alimentaire dans l'Ain s'est considérablement accentuée au cours des dix dernières années (...) Face à cette situation préoccupante, quelques pistes peuvent être envisagées. Tout d'abord, il est impératif d'octroyer des moyens supplémentaires aux associations œuvrant dans ce domaine en accordant des avantages, notamment sur les loyers (...). Par ailleurs, il est crucial d'assouplir les conditions régissant les dons alimentaires des supermarchés, grandes surfaces et enseignes alimentaires. En travaillant sur la date de péremption des produits, nous pourrions éviter le gaspillage en permettant une distribution plus flexible des invendus. Enfin, promouvoir la culture du don est essentiel : chacun devrait donner uniquement ce qu'il serait prêt à consommer lui-même. Cela contribuerait à la qualité des produits offerts aux associations. »



Collectif
Alerte 01

DÉFINITION

Alerte 01 est une déclinaison départementale du collectif Alerte national, créé en 1994.

collectif
Alerte 01

MEMBRES

- ADMR
- Alfa3a
- Banque alimentaire de l'Ain
- Croix-Rouge
- Épicerie solidaire Au marché Conté
- Habitat et humanisme
- Les Restos du cœur
- Secours catholique
- Soliha
- Sos Familles Emmaüs
- Tremplin

et les plus en difficulté. « Le cri qu'a lancé notre président national, c'est ce que vivent les autres structures », résume Bertrand Guillet, le président des Restos du cœur de l'Ain. En novembre, le collectif s'est déjà retrouvé pour faire le point sur les hébergements d'urgence. Encore une priorité. ■



Florence Blatrix-Contat, sénatrice de l'Ain

« La hausse des demandes d'aide alimentaire est alarmante et a des conséquences sur les finances des associations. Elles doivent bénéficier d'une exonération de TVA pour l'achat de denrées alimentaires, ce que je défendrai lors de l'examen du projet de loi de finances au Sénat. Je proposerai aussi un amendement pour prévoir des pénalités quand les dons alimentaires ne sont pas conformes. Il n'est pas acceptable que certaines grandes surfaces se débarrassent de denrées inutilisables tout en bénéficiant de réductions d'impôts.

(...) Nous devons aussi veiller à protéger l'accès aux droits des publics fragilisés, or les demandes d'aides en direct auprès des associations explosent. Si on met en place une brigade anti-fraude pour le RSA, il faut déployer les mêmes moyens pour aider les personnes à accéder à leurs droits. »

**inter
action**

LE MAGAZINE DU SOCIAL DANS L'AIN

VOTRE PUBLICITÉ, ICI. TOUT SIMPLEMENT.

ADOSSEZ

votre image à celle d'un magazine journalistique référent de son secteur depuis plus de 25 ans.

CIBLEZ

10 000 exemplaires distribués aux acteurs du social et médico-social dans l'Ain.

PROFITEZ

d'une offre publicitaire multimédia print & web.



Contactez-nous : redaction@interaction01.info



UN VÉTÉRAN UN JEUNE UN AVENIR

PARCE QU'ILS SE SONT ENGAGÉS POUR LA VIE,

**LEUR PERMETTRE DE CONTINUER À SERVIR
EST LA PLUS NOBLE DES RECONNAISSANCES**

La Fondation Résilience propose aux vétérans, un parcours de formation pour une réinsertion civile à vocation sociale.